

# Rapport annuel

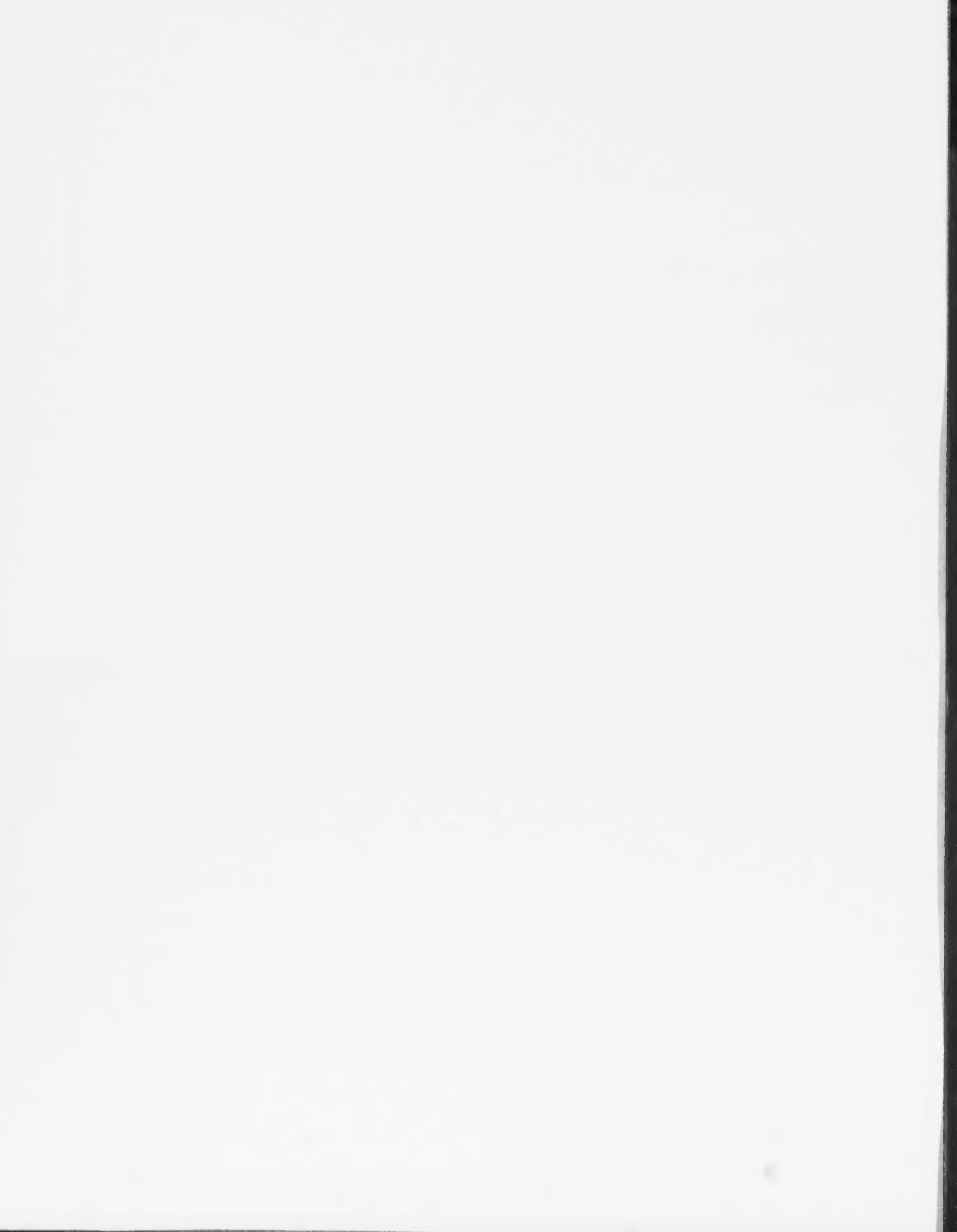
Conseil des Arts du Canada  
2008/2009



Conseil des Arts  
du Canada

Canada Council  
for the Arts

Kenn Lockau, œuvre en cours de réalisation, verre coulé au sable, acier forgé, granite, Photo: Martin Lipman





# Rapport annuel

Conseil des Arts du Canada  
2008/2009



Conseil des Arts  
du Canada

Canada Council  
for the Arts

350, rue Albert  
Case postale 1047  
Ottawa (Ontario) K1P 5V8  
1-800-263-5588 ou  
613-566-4414  
Télec. : 613-566-4390  
info@conseildesarts.ca  
www.conseildesarts.ca

350 Albert Street  
Post Office Box 1047  
Ottawa, Ontario K1P 5V8  
1-800-263-5588 or  
613-566-4414  
Fax: 613-566-4390  
info@canadacouncil.ca  
www.canadacouncil.ca

Canada

Design : Alejandro Contreras  
Imprimé au Canada  
ISBN : 0-88837-200-0



Recyclé  
Contribuer à l'évaluation responsable  
des produits en papier et carton  
www.fsc.org Cert no. SGS-COC-01288  
© 1996 Forest Stewardship Council



Le 52<sup>e</sup> rapport annuel du Conseil des Arts du Canada ainsi  
que des renseignements additionnels sur les subventions,  
prix et autres services sont affichés sur le site web du Conseil.

Créé en 1957, en vertu d'une loi du Parlement, le Conseil des Arts du Canada est une société d'État fédérale qui a pour rôle de « favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art ».

Le Conseil offre une large gamme de subventions (6 168 en 2008-2009) et de services aux artistes et aux organismes artistiques professionnels canadiens œuvrant en musique, en théâtre, en lettres, en édition, en arts visuels, en danse, en arts médiatiques et en arts intégrés. Par ses activités de communication, de recherche et de promotion des arts, il contribue également à accroître l'intérêt du public aux arts.

Le Conseil décerne annuellement des prix et des bourses à environ 200 artistes et chercheurs. La Commission canadienne pour l'UNESCO et la Commission du droit de prêt public sont placées sous son égide. La Banque d'œuvres d'art du Conseil, qui compte environ 17 300 œuvres d'art contemporain canadien, loue ses œuvres à des organismes des secteurs public et privé.

Le Conseil des Arts est dirigé par un conseil d'administration composé de 11 membres. Le gouverneur en conseil nomme le président, le directeur et les membres du conseil d'administration pour des mandats d'une durée déterminée. Le Conseil tient compte de l'avis des artistes et des professionnels des arts de toutes les régions du pays (environ 800 d'entre eux siègent annuellement aux différents jurys ou comités de pairs) et collabore étroitement avec les ministères et organismes des milieux artistiques et culturels fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux. Il rend compte de son activité au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien; ses états financiers sont vérifiés par le vérificateur général du Canada. Au crédit parlementaire que le Conseil reçoit annuellement s'ajoutent les revenus de dotations, les dons et les legs.



## **Table des matières**

<b>Message du président</b>	<b>4</b>
<b>Message du directeur</b>	<b>6</b>
<b>Commentaires et analyse de la direction</b>	<b>8</b>
Orientations stratégiques et résultats	
Tableaux des résultats	
Indicateurs artistiques	
Aperçu financier	
<b>Faits saillants</b>	<b>24</b>
<b>Régie</b>	<b>36</b>
<b>États financiers</b>	<b>46</b>
Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers	
Rapport du vérificateur	
États financiers et notes	

Créé en 1957, en vertu d'une loi du Parlement, le Conseil des Arts du Canada est une société d'État fédérale qui a pour rôle de « favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art ».

Le Conseil offre une large gamme de subventions (6 168 en 2008-2009) et de services aux artistes et aux organismes artistiques professionnels canadiens œuvrant en musique, en théâtre, en lettres, en édition, en arts visuels, en danse, en arts médiatiques et en arts intégrés. Par ses activités de communication, de recherche et de promotion des arts, il contribue également à accroître l'intérêt du public aux arts.

Le Conseil décerne annuellement des prix et des bourses à environ 200 artistes et chercheurs. La Commission canadienne pour l'UNESCO et la Commission du droit de prêt public sont placées sous son égide. La Banque d'œuvres d'art du Conseil, qui compte environ 17 300 œuvres d'art contemporain canadien, loue ses œuvres à des organismes des secteurs public et privé.

Le Conseil des Arts est dirigé par un conseil d'administration composé de 11 membres. Le gouverneur en conseil nomme le président, le directeur et les membres du conseil d'administration pour des mandats d'une durée déterminée. Le Conseil tient compte de l'avis des artistes et des professionnels des arts de toutes les régions du pays (environ 800 d'entre eux siègent annuellement aux différents jurys ou comités de pairs) et collabore étroitement avec les ministères et organismes des milieux artistiques et culturels fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux. Il rend compte de son activité au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien; ses états financiers sont vérifiés par le vérificateur général du Canada. Au crédit parlementaire que le Conseil reçoit annuellement s'ajoutent les revenus de dotations, les dons et les legs.

## **Table des matières**

<b>Message du président</b>	<b>4</b>
<b>Message du directeur</b>	<b>6</b>
<b>Commentaires et analyse de la direction</b>	<b>8</b>
Orientations stratégiques et résultats	
Tableaux des résultats	
Indicateurs artistiques	
Aperçu financier	
<b>Faits saillants</b>	<b>24</b>
<b>Régie</b>	<b>36</b>
<b>États financiers</b>	<b>46</b>
Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers	
Rapport du vérificateur	
États financiers et notes	

## Message du président



Joseph L. Rotman, président du Conseil des Arts, prononçant une allocution lors de la cérémonie de remise des Prix littéraires du Gouverneur général, à Rideau Hall en décembre 2008.  
Photo : sgt Serge Gouin, Rideau Hall

En août 2008, lorsque j'ai accédé à la présidence du Conseil des Arts du Canada, ma première impression en fut une de profonde admiration. Le Conseil m'est apparu comme une organisation d'une ampleur et d'une complexité exceptionnelles. Jusqu'à mon arrivée à la présidence, le Conseil représentait déjà pour moi l'un des principaux organismes de soutien de presque toutes les activités artistiques au Canada qui avaient enrichi ma vie depuis mes années d'études et, aussi, de plusieurs formes artistiques contemporaines que je connaissais peu. Il incarnait un vaste réseau de forces créatives bien enracinées, s'étendant des centres urbains jusque dans les régions éloignées partout au pays. Il était infiniment respecté, au Canada comme à l'étranger, pour son rôle prépondérant dans le domaine des arts.

Au fur et à mesure que ma connaissance des rouages internes du Conseil s'est élargie, j'ai découvert encore plus de raisons d'être admiratif. Selon les normes du monde des affaires canadien, le Conseil constitue une entité extraordinairement bien gérée qui, dans son utilisation des fonds publics, prête une attention exemplaire aux meilleures pratiques en matière de responsabilité, de transparence et de reddition de comptes par le biais de son processus d'examen et de vérification. Ses systèmes de gestion de l'information sont extrêmement perfectionnés, et ceux qui assurent le stockage et l'analyse électronique des données se situent à la fine pointe de la technologie. Le Conseil est en outre doté, à chaque échelon de l'organisation, de personnes faisant preuve d'un grand leadership, d'un esprit d'ouverture à l'innovation de même que d'un niveau de connaissance et d'expérience considérable.

À mon avis, les contribuables canadiens retirent un rendement exceptionnel des dollars qu'ils y investissent.

Je ne suis pas le seul à considérer que le Conseil est un modèle de gestion efficace et efficiente dans presque toutes ses activités. Deux mois avant mon arrivée, à la réunion du conseil d'administration de juin 2008, la vérificatrice générale du Canada a remis un rapport positif sur le Conseil des Arts, dans lequel elle présentait les résultats de l'examen spécial effectué par les vérificateurs de son Bureau. Ceux-ci ont examiné les systèmes et les pratiques utilisés par le

Conseil en matière de gestion des subventions, de gouvernance, de planification stratégique, de mesure et de communication des résultats afin de déterminer si ces systèmes et ces pratiques fournissent au Conseil des Arts du Canada « l'assurance raisonnable que ses actifs sont protégés et contrôlés, que la gestion de ses ressources est économique et efficiente, et que ses activités sont menées efficacement ». Ils ont vérifié si le Conseil, dont l'objectif est d'encourager l'excellence artistique, veillait à bien « [octroyer] son soutien financier aux artistes et aux organismes artistiques les plus méritants, et ce, de façon juste, uniforme et objective ».

Les vérificateurs ont conclu leur rapport en ces termes : « Les systèmes et les pratiques que nous avons examinés ne présentaient aucune lacune importante. En fait, les systèmes et pratiques du Conseil des Arts ont contribué à son succès dans plusieurs domaines. »

Il y a donc de multiples raisons pour lesquelles je considère que présider le Conseil des Arts du Canada est un réel privilège, et j'en éprouve une immense fierté.

Le vice-président, Simon Brault, a droit à toute ma reconnaissance pour ses conseils avisés et son appui indéfectible sur des questions d'ordre pratique. Je n'aurais pas pu souhaiter un meilleur partenaire à la tête du conseil. Je remercie aussi tous les membres du conseil d'administration pour leur engagement actif, leur vigilante attention au mandat du Conseil, et leurs importantes et significatives contributions.

J'ai été à maintes reprises impressionné par le directeur, Robert Sirman, par sa compréhension de la théorie de la gestion tout autant que par sa capacité à maintenir une structure de gestion qui soutient et favorise la vision et la mission du Conseil des Arts. Au nom des membres du conseil d'administration, je lui présente, à lui ainsi qu'à l'ensemble de son personnel, mes remerciements pour le dévouement et la compétence dont chacun a fait preuve. Le pays leur en est extrêmement redevable.

Le président,  
**Joseph L. Rotman**



## Message du président



Joseph L. Rotman, président du Conseil des Arts, prononçant une allocution lors de la cérémonie de remise des Prix littéraires du Gouverneur général, à Rideau Hall en décembre 2008.  
Photo : sgt Serge Gouin, Rideau Hall

En août 2008, lorsque j'ai accédé à la présidence du Conseil des Arts du Canada, ma première impression en fut une de profonde admiration. Le Conseil m'est apparu comme une organisation d'une ampleur et d'une complexité exceptionnelles. Jusqu'à mon arrivée à la présidence, le Conseil représentait déjà pour moi l'un des principaux organismes de soutien de presque toutes les activités artistiques au Canada qui avaient enrichi ma vie depuis mes années d'études et, aussi, de plusieurs formes artistiques contemporaines que je connaissais peu. Il incarnait un vaste réseau de forces créatives bien enracinées, s'étendant des centres urbains jusque dans les régions éloignées partout au pays. Il était infiniment respecté, au Canada comme à l'étranger, pour son rôle prépondérant dans le domaine des arts.

Au fur et à mesure que ma connaissance des rouages internes du Conseil s'est élargie, j'ai découvert encore plus de raisons d'être admiratif. Selon les normes du monde des affaires canadien, le Conseil constitue une entité extraordinairement bien gérée qui, dans son utilisation des fonds publics, prête une attention exemplaire aux meilleures pratiques en matière de responsabilité, de transparence et de reddition de comptes par le biais de son processus d'examen et de vérification. Ses systèmes de gestion de l'information sont extrêmement perfectionnés, et ceux qui assurent le stockage et l'analyse électronique des données se situent à la fine pointe de la technologie. Le Conseil est en outre doté, à chaque échelon de l'organisation, de personnes faisant preuve d'un grand leadership, d'un esprit d'ouverture à l'innovation de même que d'un niveau de connaissance et d'expérience considérable.

À mon avis, les contribuables canadiens retirent un rendement exceptionnel des dollars qu'ils y investissent.

Je ne suis pas le seul à considérer que le Conseil est un modèle de gestion efficace et efficiente dans presque toutes ses activités. Deux mois avant mon arrivée, à la réunion du conseil d'administration de juin 2008, la vérificatrice générale du Canada a remis un rapport positif sur le Conseil des Arts, dans lequel elle présentait les résultats de l'examen spécial effectué par les vérificateurs de son Bureau. Ceux-ci ont examiné les systèmes et les pratiques utilisés par le

Conseil en matière de gestion des subventions, de gouvernance, de planification stratégique, de mesure et de communication des résultats afin de déterminer si ces systèmes et ces pratiques fournissent au Conseil des Arts du Canada « l'assurance raisonnable que ses actifs sont protégés et contrôlés, que la gestion de ses ressources est économique et efficiente, et que ses activités sont menées efficacement ». Ils ont vérifié si le Conseil, dont l'objectif est d'encourager l'excellence artistique, veillait à bien « [octroyer] son soutien financier aux artistes et aux organismes artistiques les plus méritants, et ce, de façon juste, uniforme et objective ».

Les vérificateurs ont conclu leur rapport en ces termes : « Les systèmes et les pratiques que nous avons examinés ne présentaient aucune lacune importante. En fait, les systèmes et pratiques du Conseil des Arts ont contribué à son succès dans plusieurs domaines. »

Il y a donc de multiples raisons pour lesquelles je considère que présider le Conseil des Arts du Canada est un réel privilège, et j'en éprouve une immense fierté.

Le vice-président, Simon Brault, a droit à toute ma reconnaissance pour ses conseils avisés et son appui indéfectible sur des questions d'ordre pratique. Je n'aurais pas pu souhaiter un meilleur partenaire à la tête du conseil. Je remercie aussi tous les membres du conseil d'administration pour leur engagement actif, leur vigilante attention au mandat du Conseil, et leurs importantes et significatives contributions.

J'ai été à maintes reprises impressionné par le directeur, Robert Sirman, par sa compréhension de la théorie de la gestion tout autant que par sa capacité à maintenir une structure de gestion qui soutient et favorise la vision et la mission du Conseil des Arts. Au nom des membres du conseil d'administration, je lui présente, à lui ainsi qu'à l'ensemble de son personnel, mes remerciements pour le dévouement et la compétence dont chacun a fait preuve. Le pays leur en est extrêmement redevable.

Le président,  
**Joseph L. Rotman**



## Message du directeur



Robert Sirman (à gauche), directeur du Conseil des Arts, présentant le Prix Walter-Carsen d'excellence en arts de la scène de 2008 à la danseuse et chorégraphe Margie Gillis, en compagnie de Walter Carsen (Toronto, décembre 2008). Photo : C. Spicer / CP Images

Cette année, les ressources dont dispose le Conseil des Arts du Canada ont été soumises à de lourdes contraintes liées, d'une part, à un financement inférieur en provenance de certains programmes publics et, d'autre part, à la pression exercée par le ralentissement de l'activité économique mondiale. Les organismes qui s'appuient sur des fonds de dotation ont particulièrement souffert de cette situation, et, de plus, les dons d'entreprise ont connu une baisse.

Par ailleurs, la décision du gouvernement de rendre permanente, à partir de 2008-2009, l'enveloppe additionnelle non récurrente de 30 millions de dollars qui avait été accordée au Conseil des Arts pour l'année 2007-2008 ne pouvait pas tomber à un moment plus opportun. Cet engagement a été bien accueilli, puisqu'il représente, en ces temps difficiles, une certaine stabilité financière. Au total, en 2008-2009, le Conseil a reçu un crédit parlementaire de 182 millions de dollars et attribué 6 168 subventions à des artistes et à des organismes artistiques répartis dans 689 collectivités du Canada.

Les fonds ont été alloués conformément aux cinq orientations formulées dans le *Plan stratégique 2008-2011* du Conseil des Arts :

1. renforcer l'engagement du Conseil des Arts à l'égard des artistes œuvrant seuls ou en collaboration, car ils constituent le cœur même de la pratique artistique au Canada;
2. accroître l'engagement du Conseil à l'égard des organismes artistiques afin qu'ils puissent mieux soutenir les pratiques artistiques partout au pays;
3. accroître le rôle de chef de file du Conseil dans la promotion de l'équité comme priorité critique dans la réalisation des aspirations artistiques du Canada;
4. considérer les partenariats avec d'autres organismes comme élément clé de la démarche adoptée par le Conseil pour accomplir son mandat;
5. accroître, au Conseil, la capacité d'appui aux arts et d'instauration de changements grâce au renforcement de sa structure et de son effectif, et grâce à l'amélioration de ses services.

Tel qu'il est indiqué dans l'« Aperçu financier », la diminution des charges de programme pour 2008-2009 a été compensée par les services additionnels offerts à la communauté artistique et le plus grand investissement dans de la capacité interne du Conseil, approuvés dans le *Plan stratégique*.

En avril 2008, j'ai effectué une visite au Nunavut, visite qui venait remplir mon engagement d'aller à la rencontre des artistes de chaque province et de chaque territoire et de m'entretenir avec eux dans leur milieu respectif. Marquantes, ces rencontres m'ont permis de bien saisir non seulement la grande diversité des approches artistiques pratiquées partout au pays, mais aussi l'importance primordiale de l'appui que le Conseil offre aux artistes et aux organismes artistiques dans de nombreux et différents contextes.

Sur un autre plan, j'ai été aussi impressionné, lorsque j'ai observé de près le rôle crucial du système d'évaluation par les pairs du Conseil. Nos agents de programme voyagent beaucoup, mais la capacité du Conseil à fonctionner efficacement en tant qu'institution nationale dépend fortement des observations et des évaluations professionnelles des pairs qui se prononcent sur l'attribution des subventions (en 2008-2009, les divers comités d'évaluation par les pairs ont réuni 805 membres).

Le 10 décembre 2008, le Conseil a tenu, à Ottawa, sa première assemblée annuelle publique, conformément aux exigences du Conseil du Trésor. Cette réunion a permis de souligner à quel point le Conseil réussit remarquablement à soutenir la vie culturelle et artistique au pays. La réussite du Conseil tient à l'excellent travail accompli par l'équipe du Conseil, incluant le conseil d'administration, et je tiens à remercier tous les membres de cette équipe pour leur remarquable travail.

Le directeur et chef de la direction,  
**Robert Sirman**

Commentaires et analyse  
de la direction



Donnie Ray Albert incarnant Rigoleto, dans la production  
de *Rigoleto* du Vancouver Opera. Photo: Tim Matheson

## Orientations stratégiques et résultats

Les vastes consultations effectuées auprès des intervenants clés du secteur des arts — qui ont servi de base à la rédaction de *Cap sur l'avenir : Plan stratégique 2008-2011* — ont réaffirmé les valeurs fondamentales du Conseil et son rôle essentiel en tant que conseil national des arts du Canada. Elles ont également mis en évidence la nécessité d'implanter des changements au sein du Conseil afin que celui-ci puisse s'adapter efficacement aux transformations de la société canadienne et de la communauté artistique. Au cours des trois prochaines années, le Conseil se concentrera sur les cinq orientations stratégiques interreliées qui sont énoncées dans son Plan.

Une description plus détaillée des résultats obtenus par le Conseil relativement aux cinq orientations stratégiques est présentée dans les « Tableaux des résultats ». Les faits saillants exposés ci-dessous font état des réalisations du Conseil pour l'année 2008-2009 (l'année 2005-2006 constitue l'année de référence, puisque le Conseil, au cours des deux années intermédiaires, a reçu des fonds non récurrents qui ont été affectés à des objectifs spéciaux).

### Orientation n° 1 — Les artistes

Renforcer l'engagement du Conseil des Arts à l'égard des artistes œuvrant seuls ou en collaboration, car ils constituent le cœur même de la pratique artistique au Canada.

- L'appui aux artistes a augmenté de près de 5 millions de dollars, soit 25,2 % de plus qu'en 2005-2006.
- L'élaboration d'un portail Internet visant à améliorer l'accès des artistes — y compris les jeunes artistes — aux ressources en matière de perfectionnement professionnel et de réseautage a été amorcée. Ce portail devrait être en ligne d'ici 2011-2012.
- En 2008-2009, la valeur totale des bourses et des prix d'excellence artistique attribués par le Conseil s'élevait à 3 545 000 \$. En ce qui a trait aux activités de célébration, l'accent a été mis sur la promotion et les cérémonies de remise des prix ayant le plus grand retentissement public, soit les Prix littéraires du Gouverneur général et les Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques.

### Orientation n° 2 — Les organismes artistiques

Accroître l'engagement du Conseil à l'égard des organismes artistiques afin qu'ils puissent mieux soutenir les pratiques artistiques partout au pays.

- L'aide accordée aux organismes artistiques dans le cadre des programmes de subventions de fonctionnement a atteint 89 020 000 \$, une hausse de 19,4 % par rapport à 2005-2006.
- Les organismes artistiques ont reçu 32 947 000 \$ en subventions de projets, ce qui représente 19,6 % de plus qu'en 2005-2006.

- Le Conseil a versé 11 998 629 \$ pour appuyer des activités de diffusion internationale (d'artistes et d'organismes artistiques), une augmentation de 15,4 % comparativement à 2005-2006.

### Orientation n° 3 — Équité

Accroître le rôle de chef de file du Conseil dans la promotion de l'équité comme priorité critique dans la réalisation des aspirations artistiques du Canada.

- La Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts, en collaboration avec le Bureau de l'équité du Conseil, a acheté 55 œuvres réalisées par des artistes canadiens d'origine africaine, asiatique, moyen-orientale, latino-américaine ou mixte. Ces œuvres, d'une valeur totale de 225 000 \$, seront louées à des clients des secteurs public et privé dans le cadre des activités courantes de la Banque d'œuvres d'art.
- Le Conseil a versé 780 000 \$ pour assurer la poursuite de ses programmes d'accroissement de la capacité offerts aux organismes artistiques autochtones et aux organismes artistiques de diverses cultures.
- Le Conseil a commandé un rapport sur les pratiques artistiques des personnes handicapées ou atteintes de surdité au Canada ainsi qu'un examen des initiatives d'accroissement de la capacité qui sont destinées aux organismes artistiques autochtones et à ceux de la diversité culturelle dans le but d'avoir une meilleure compréhension et de meilleures connaissances de ces secteurs de la communauté artistique.
- Le Conseil s'est assuré de maintenir son aide aux artistes et aux organismes artistiques de langue officielle minoritaire en investissant 800 000 \$ pour suppléer aux fonds que le ministère du Patrimoine canadien lui allouait à cette fin.
- Le Conseil a signé avec le ministère du Patrimoine canadien un protocole d'entente qui haussera de 750 000 \$ en 2009-2010 son budget consacré aux traductions littéraires canadiennes en anglais et en français, un investissement qui s'inscrit dans le cadre de la Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 : Agir pour l'avenir, mise de l'avant par le gouvernement.

### Orientation n° 4 — Partenariat

Considérer les partenariats avec d'autres organismes comme un élément clé de la démarche adoptée par le Conseil pour accomplir son mandat.

- Le Conseil a instauré un cadre formel pour établir des partenariats (financiers ou autres) avec d'autres organismes, y compris d'autres bailleurs de fonds afin d'implanter une stratégie efficace et efficiente pour accroître son personnel et ses propres programmes dans des domaines auxquels le Conseil s'intéresse, mais où il n'a ni le mandat ni les ressources pour établir directement des programmes.

Commentaires et analyse  
de la direction



Donnie Ray Albert incarnant Rigoletto, dans la production  
de *Rigoletto* du Vancouver Opera. Photo: Tim Matheson



## Orientations stratégiques et résultats

Les vastes consultations effectuées auprès des intervenants clés du secteur des arts — qui ont servi de base à la rédaction de *Cap sur l'avenir : Plan stratégique 2008-2011* — ont réaffirmé les valeurs fondamentales du Conseil et son rôle essentiel en tant que conseil national des arts du Canada. Elles ont également mis en évidence la nécessité d'implanter des changements au sein du Conseil afin que celui-ci puisse s'adapter efficacement aux transformations de la société canadienne et de la communauté artistique. Au cours des trois prochaines années, le Conseil se concentra sur les cinq orientations stratégiques interreliées qui sont énoncées dans son Plan.

Une description plus détaillée des résultats obtenus par le Conseil relativement aux cinq orientations stratégiques est présentée dans les « Tableaux des résultats ». Les faits saillants exposés ci-dessous font état des réalisations du Conseil pour l'année 2008-2009 (l'année 2005-2006 constitue l'année de référence, puisque le Conseil, au cours des deux années intermédiaires, a reçu des fonds non récurrents qui ont été affectés à des objectifs spéciaux).

### Orientation n° 1 — Les artistes

Renforcer l'engagement du Conseil des Arts à l'égard des artistes œuvrant seuls ou en collaboration, car ils constituent le cœur même de la pratique artistique au Canada.

- L'appui aux artistes a augmenté de près de 5 millions de dollars, soit 25,2 % de plus qu'en 2005-2006.
- L'élaboration d'un portail Internet visant à améliorer l'accès des artistes — y compris les jeunes artistes — aux ressources en matière de perfectionnement professionnel et de réseautage a été amorcée. Ce portail devrait être en ligne d'ici 2011-2012.
- En 2008-2009, la valeur totale des bourses et des prix d'excellence artistique attribués par le Conseil s'élevait à 3 545 000 \$. En ce qui a trait aux activités de célébration, l'accent a été mis sur la promotion et les cérémonies de remise des prix ayant le plus grand retentissement public, soit les Prix littéraires du Gouverneur général et les Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques.

### Orientation n° 2 — Les organismes artistiques

Accroître l'engagement du Conseil à l'égard des organismes artistiques afin qu'ils puissent mieux soutenir les pratiques artistiques partout au pays.

- L'aide accordée aux organismes artistiques dans le cadre des programmes de subventions de fonctionnement a atteint 89 020 000 \$, une hausse de 19,4 % par rapport à 2005-2006.
- Les organismes artistiques ont reçu 32 947 000 \$ en subventions de projets, ce qui représente 19,6 % de plus qu'en 2005-2006.

- Le Conseil a versé 11 998 629 \$ pour appuyer des activités de diffusion internationale (d'artistes et d'organismes artistiques), une augmentation de 15,4 % comparativement à 2005-2006.

### Orientation n° 3 — Équité

Accroître le rôle de chef de file du Conseil dans la promotion de l'équité comme priorité critique dans la réalisation des aspirations artistiques du Canada.

- La Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts, en collaboration avec le Bureau de l'équité du Conseil, a acheté 55 œuvres réalisées par des artistes canadiens d'origine africaine, asiatique, moyen-orientale, latino-américaine ou mixte. Ces œuvres, d'une valeur totale de 225 000 \$, seront louées à des clients des secteurs public et privé dans le cadre des activités courantes de la Banque d'œuvres d'art.
- Le Conseil a versé 780 000 \$ pour assurer la poursuite de ses programmes d'accroissement de la capacité offerts aux organismes artistiques autochtones et aux organismes artistiques de diverses cultures.
- Le Conseil a commandé un rapport sur les pratiques artistiques des personnes handicapées ou atteintes de surdité au Canada ainsi qu'un examen des initiatives d'accroissement de la capacité qui sont destinées aux organismes artistiques autochtones et à ceux de la diversité culturelle dans le but d'avoir une meilleure compréhension et de meilleures connaissances de ces secteurs de la communauté artistique.
- Le Conseil s'est assuré de maintenir son aide aux artistes et aux organismes artistiques de langue officielle minoritaire en investissant 800 000 \$ pour suppléer aux fonds que le ministère du Patrimoine canadien lui allouait à cette fin.
- Le Conseil a signé avec le ministère du Patrimoine canadien un protocole d'entente qui haussera de 750 000 \$ en 2009-2010 son budget consacré aux traductions littéraires canadiennes en anglais et en français, un investissement qui s'inscrit dans le cadre de la Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 : Agir pour l'avenir, mise de l'avant par le gouvernement.

### Orientation n° 4 — Partenariat

Considérer les partenariats avec d'autres organismes comme un élément clé de la démarche adoptée par le Conseil pour accomplir son mandat.

- Le Conseil a instauré un cadre formel pour établir des partenariats (financiers ou autres) avec d'autres organismes, y compris d'autres bailleurs de fonds afin d'implanter une stratégie efficace et efficiente pour accroître son personnel et ses propres programmes dans des domaines auxquels le Conseil s'intéresse, mais où il n'a ni le mandat ni les ressources pour établir directement des programmes.

- Le Conseil a investi 216 000 \$ dans CADAC (Canadian Arts Database/Données sur les arts au Canada), une initiative de partenariat avec des organismes provinciaux et territoriaux de soutien aux arts, qui a pour but de recueillir et de partager des données sur les organismes artistiques canadiens au moyen d'un site web sécurisé. Le programme de subventions de fonctionnement aux organismes professionnels de théâtre, dont la date limite était le 1<sup>er</sup> mars 2009, a été le premier à demander aux organismes de soumettre leur dossier par l'entremise de CADAC.
- La Commission canadienne pour l'UNESCO a participé à 34 activités de partenariat culturel au Canada et à l'étranger, notamment au Symposium canadien des arts et de l'apprentissage, qui s'est tenu à l'Université Queen's.

#### Orientation n° 5 — Développement organisationnel

Accroître, au Conseil, la capacité d'appui aux arts et d'instauration de changements grâce au renforcement de sa structure et de son effectif, et grâce à l'amélioration de ses services.

- La vérificatrice générale du Canada a remis son rapport sur son premier examen spécial du Conseil. Le rapport a conclu que les systèmes et les pratiques du Conseil des Arts ne présentaient aucune lacune importante et que ces systèmes et pratiques avaient contribué au succès du Conseil.
- Le Conseil a entrepris une série d'évaluations complètes de ses activités de communication, notamment celles de son site web et de son intranet. Ces mesures visent à augmenter de façon notable l'utilisation des médias numériques pour joindre, de manière efficace et efficiente, les publics cibles; elles s'inscrivent dans une approche stratégique de communication axée sur l'utilisateur.
- Le Conseil a amorcé une série d'étapes préparatoires en vue de l'application des Normes internationales d'information financière en avril 2010, incluant une vérification diagnostique de ses activités de communication de l'information financière, qui vise à assurer une transition sans heurt.
- Le Conseil met actuellement en place un cadre intégré de gestion du risque, conformément à son engagement de renforcer ses pratiques de gestion du risque.
- Un certain nombre d'initiatives ont été mises de l'avant pour constituer la réserve de talents du Conseil et pour élargir sa base de connaissances, notamment un sondage sur la mobilisation du personnel de même que l'établissement des profils de rôle et des compétences organisationnelles clés.
- Le Conseil a commandé un « audit vert » qui lui fournira des points de référence pour mesurer les progrès de ses pratiques vertes.



## Tableaux des résultats

	2008-2009	2007-2008	2006-2007
	(en 000 \$)	(en 000 \$)	(en 000 \$)
<b>Le Conseil des Arts en bref</b>			
<b>Crédit parlementaire</b>	<b>182 242 \$</b>	<b>182 507 \$</b>	<b>172 507 \$</b>
Subventions			
Programmes d'aide aux arts <sup>1</sup>	144 687 \$	151 932 \$	139 971 \$
Prix et bourses	3 545 \$	3 541 \$	3 553 \$
Paielements du Droit de prêt public	9 954 \$	9 159 \$	9 121 \$
<b>Total</b>	<b>158 186 \$</b>	<b>164 632 \$</b>	<b>152 645 \$</b>
Demandes de subventions			
Artistes <sup>2</sup>	8 751	8 308	8 319
Organismes artistiques <sup>3</sup>	6 554	6 460	7 344
<b>Total</b>	<b>15 305</b>	<b>14 768</b>	<b>15 663</b>
Demandes présentées par l'entremise de <i>SI! Subventions sur Internet</i> (incluses dans le total ci-dessus)	2 349	1 718	1 282
Subventions attribuées			
Artistes	2 280	2 369	2 204
Organismes artistiques	3 888	4 597	4 430
<b>Total</b>	<b>6 168</b>	<b>6 966</b>	<b>6 634</b>
Collectivités où des subventions ont été attribuées	689	684	658
Nouveaux candidats (artistes et organismes artistiques)			
Nouveaux candidats	3 297	3 091	2 994
Collectivités dans lesquelles habitent les artistes ou dans lesquelles sont situés les organismes artistiques	643	625	646
Bénéficiaires d'une première subvention	1 195	1 275	1 111
Pairs évaluateurs			
Pairs évaluateurs	805	771	778
Collectivités où habitent ces pairs évaluateurs	192	189	183
Pairs siégeant à un comité pour une première fois	342	356	337
Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts			
Œuvres de la collection <sup>4</sup>	17 317	17 398	17 498
Œuvres en location conformément à des contrats	6 382	6 717	6 470
Revenus de location	2 142 \$	1 961 \$	1 884 \$
Nouvelles acquisitions <sup>4</sup>	13 55 \$	85 410 \$	85 310 \$
Œuvres données (programme de cession)	93 16 \$	177 33 \$	86 190 \$
Commission canadienne pour l'UNESCO			
Participation à des événements liés au mandat de l'UNESCO	34	39	45

Aux fins de comparaison, les chiffres de ce tableau ont été compilés en date du 1<sup>er</sup> juin de chaque année financière (ou de la journée ouvrable suivante), sauf lorsque ceux-ci dépendaient de données provenant des rapports finaux de subventions. Ces chiffres seront mis à jour annuellement afin de refléter l'information la plus exacte fournie par ces rapports.

- En 2008-2009, les subventions aux artistes et aux organismes artistiques, qui représentent environ 90 % du total des dépenses des programmes, ont accusé une baisse de 6,4 millions de dollars. Bien que le crédit parlementaire soit demeuré relativement stable au fil des ans, en 2008-2009, le Conseil a réaffecté des ressources aux services et à l'administration des programmes afin de tenir compte des orientations stratégiques de *Cap sur l'avenir, Plan stratégique* du Conseil. La baisse qu'ont accusée les subventions se reflète aussi dans les données sur les subventions présentées dans les autres tableaux. Ceci n'inclut pas les acquisitions de la Banque d'œuvres d'art.
- Dans une même année, un artiste peut recevoir plus d'une subvention (par exemple, une subvention de voyage et une subvention de projet).
- Un organisme artistique peut recevoir plus d'une subvention dans une même année (par exemple, une subvention de projet et une subvention de fonctionnement). En 2008-2009, le nombre de subventions attribuées à des organismes artistiques a diminué par rapport aux deux années précédentes. En 2006-2007 et en 2007-2008, le Conseil des Arts a accordé 561 subventions de fonctionnement additionnelles avec les nouveaux fonds reçus au cours ces mêmes années. Comme ces subventions de fonctionnement additionnelles n'ont pas été accordées en 2008-2009, l'aide au fonctionnement totale attribuée aux organismes mentionnée sous l'orientation n° 2 a aussi diminué en 2008-2009.
- Ces chiffres n'incluent pas les 55 œuvres choisies pour l'acquisition spéciale de 2008-2009.

## Orientation 1 – Artistes

**Renforcer l'engagement du Conseil des Arts à l'égard des artistes œuvrant seuls ou en collaboration, car ils constituent le cœur même de la pratique artistique au Canada.**

Par cette orientation, le Conseil reconnaît que les artistes, qu'ils travaillent seuls ou en collaboration, jouent un rôle pivot dans les arts et la société, en tant qu'innovateurs faisant progresser les nouvelles idées et la pensée créatrice. Cette orientation laisse sous-entendre que le Conseil doit consacrer des efforts et des ressources substantiels pour soutenir les artistes et mieux sensibiliser le public quant à l'importance de ces artistes pour la société canadienne. Les programmes du Conseil destinés aux artistes doivent être souples, accessibles et respectueux de la capacité des artistes à déterminer leurs intérêts professionnels et leurs objectifs de carrière. Le Conseil doit accorder une grande importance à la mobilité nationale et internationale des artistes, trouver de nouvelles façons de joindre les jeunes artistes, et mieux faire valoir la place de l'artiste au sein de la société canadienne.

	2008-2009		2007-2008		2006-2007	
	(en 000 \$)		(en 000 \$)		(en 000 \$)	
Artistes recevant une aide (nombre d'artistes/fonds alloués)	2 097	23 301 \$	2,190	23 359 \$	2 037	21 161 \$
<b>Stratégies et initiatives de programmes</b>						
Subventions de résidences et de commandes d'œuvres	33	490 \$	30	497 \$	34	575 \$
Collaborations entre les artistes et la communauté	21	184 \$	6	84 \$	12	139 \$
Aide pluriannuelle aux projets d'artistes	43	2 045 \$	43	1 689 \$	24	884 \$
<b>Commission du droit de prêt public</b>						
Auteurs canadiens qui reçoivent des paiements	16 514	9 954 \$	15 993	9 159 \$	15 417	9 121 \$
Collectivités où habitent ces auteurs (au Canada)	1 751		1 701		1 687	
Collectivités où habitent ces auteurs (à l'étranger)	357		341		332	
<b>Célébrer les réalisations exceptionnelles par le biais des prix et des bourses</b>						
Lauréats de prix et de bourses	199	3 546 \$	205	3 556 \$	185	3 553 \$
Cérémonies de remise de prix	21		18		24	
Villes où les cérémonies ont eu lieu	9		6		8	
Prêt d'instruments à cordes de qualité pour trois ans	13		14		14	
Valeur assurée des instruments (en \$US) <sup>1</sup>		26 615 \$		19 865 \$		16 575 \$
<b>Honoraires et frais de lecture des comités d'évaluation par les pairs et des comités consultatifs</b>						
Comités d'évaluation par les pairs		715 \$		661 \$		664 \$
Comités consultatifs		27 \$		27 \$		18 \$
<b>Total</b>		<b>742 \$</b>		<b>688 \$</b>		<b>682 \$</b>
Soutien aux activités de diffusion	217	1 547 \$	190	1 315 \$	171	1 279 \$
<b>Subventions de voyage</b>						
Subventions de voyage aux artistes	782	1 079 \$	857	1 102 \$	790	1 063 \$
Autres subventions de voyage <sup>2</sup>	529	1 992 \$	636	2 310 \$	484	1 959 \$
<b>Total</b>	<b>1 311</b>	<b>3 071 \$</b>	<b>1 493</b>	<b>3 412 \$</b>	<b>1 274</b>	<b>3 022 \$</b>
Pays étrangers visités (nombres approximatifs)	74		76		72	
<b>Subventions de tournée</b>						
Subventions de tournée (musique, danse et théâtre seulement)	30	320 \$	19	234 \$	22	250 \$
<b>Subventions pour des projets présentés dans un contexte international</b>						
	722	3 719 \$	726	3 600 \$	660	3 499 \$

1. La valeur assurée des instruments pour l'année financière 2006-2007 est présentée en \$US. La somme assurée figurant dans la police d'assurance est indiquée en \$US.

2. Ces chiffres incluent les subventions attribuées par l'entremise du Programme de développement de publics et de marchés et du Programme d'échanges coopératifs entre artistes des Peuples autochtones.

## Orientation 2 – Organismes artistiques

**Accroître l'engagement du Conseil à l'égard des organismes artistiques, afin que ces derniers puissent mieux soutenir les pratiques artistiques partout au pays.**

Par cette orientation, le Conseil affirme le rôle crucial que jouent les organismes artistiques de toutes tailles et de toutes disciplines partout au Canada. Les organismes artistiques offrent des perspectives favorables à la pratique et à l'appréciation des arts, ainsi que des emplois et des revenus aux artistes, et ils contribuent au perfectionnement professionnel et à la carrière de ces derniers. Ils mettent en contact les artistes et le public, amènent la population à s'intéresser aux arts et illustrent la valeur des arts dans la société. La qualité, la stabilité et la résilience des organismes artistiques constituent des préoccupations importantes pour le Conseil. Le Conseil s'intéresse également au rôle des organismes artistiques, en particulier celui des grands organismes dans leur discipline et leur collectivité, et il reste conscient de la difficulté de financer adéquatement les nombreux organismes de grande qualité qui œuvrent dans diverses disciplines et pratiques artistiques dans tout le Canada ainsi que de la difficulté de soutenir les importantes initiatives qu'ils entreprennent.

	2008-2009		2007-2008		2006-2007	
	(en 000 \$)		(en 000 \$)		(en 000 \$)	
<b>Organismes recevant une aide au fonctionnement</b>						
Soutien annuel au fonctionnement	356	15 518 \$	387	16 539 \$	540	23 211 \$
Soutien pluriannuel au fonctionnement	614	73 502 \$	721	79 161 \$	675	66 068 \$
<b>Total</b>	<b>970</b>	<b>89 020 \$</b>	<b>1 108</b>	<b>95 700 \$</b>	<b>1 215</b>	<b>89 279 \$</b>
<b>Organismes recevant une aide aux projets</b>						
Aide annuelle aux projets	1 834	29 331 \$	1 892	30 532 \$	1 815	26 544 \$
Aide pluriannuelle aux projets	75	3 616 \$	68	3 015 \$	78	3 761 \$
<b>Total</b>	<b>1 909</b>	<b>32 947 \$</b>	<b>1 960</b>	<b>33 547 \$</b>	<b>1 893</b>	<b>30 305 \$</b>
<b>Stratégies et initiatives de programmes</b> (montants inclus dans les totaux ci-dessus)						
Subventions de résidences et de commandes d'œuvres	100	1 441 \$	90	1 515 \$	98	1 640 \$
Collaborations entre les artistes et la communauté	78	1 351 \$	87	1 508 \$	72	1 116 \$
Subventions de la Brigade volante et de l'Envol de l'aigle	195	1 344 \$	196	1 198 \$	177	1 071 \$
<b>Soutien aux activités de diffusion</b>	<b>1 426</b>	<b>25 844 \$</b>	<b>1 452</b>	<b>23 446 \$</b>	<b>1 423</b>	<b>24 287 \$</b>
<b>Soutien aux visites d'artistes étrangers</b> (montants inclus dans les totaux des activités de diffusion présentés ci-dessus)						
Subventions de visites d'artistes étrangers	68	139 \$	59	111 \$	66	121 \$
Pays représentés	21		23		21	
Subventions de voyage						
Subventions de voyage (musique, danse et théâtre seulement)	157	3 756 \$	179	3 749 \$	167	4 374 \$
<b>Rencontres littéraires</b>						
Subventions pour les rencontres littéraires	228	1 237 \$	242	1 400 \$	252	1 401 \$
Rencontres littéraires	1 055		1 254		1 097	
Lieux des rencontres littéraires <sup>1</sup>			350		415	
Organismes d'accueil	201		210		219	
Collectivités où sont situés ces organismes d'accueil	117		121		127	
<b>Subventions pour des projets présentés dans un contexte international</b>	<b>566</b>	<b>8 280 \$</b>	<b>563</b>	<b>9 070 \$</b>	<b>531</b>	<b>8 684 \$</b>

1. Le nombre d'endroits où ont eu lieu des rencontres littéraires en 2008-2009 sera mentionné dans les données de la prochaine année financière, une fois les rapports finaux reçus.

### Orientation 3 – Équité

**Accroître le rôle de chef de file du Conseil dans la promotion de l'équité comme priorité critique dans la réalisation des aspirations artistiques du Canada.**

Les consultations externes menées en rapport avec la préparation du plan stratégique ont confirmé l'importance du leadership du Conseil relativement aux questions d'équité et, notamment, son leadership à défendre les artistes et les organismes artistiques autochtones, de diverses cultures ou appartenant à une communauté de langue officielle en situation minoritaire. Cette orientation réaffirme l'importance de ces initiatives et confirme que l'équité dans son sens le plus large constitue une valeur fondamentale du Conseil qui doit être renforcée et élargie à l'ensemble de l'organisation. À mesure que les ressources le permettront, il faudra inclure des secteurs qui n'ont pas encore été définis comme étant prioritaires pour le Conseil. Cette orientation engage le Conseil à utiliser son point de vue national unique pour cerner et aborder les enjeux connexes à l'accès (régionaux, linguistiques, culturels, raciaux, générationnels, en fonction du sexe ou d'un handicap) et intègre l'équité comme principe horizontal dans les activités du Conseil.

	2008-2009		2007-2008		2006-2007	
		(en 000 \$)		(en 000 \$)		(en 000 \$)
<b>Soutien aux artistes et aux organismes artistiques autochtones</b>						
Initiative d'accroissement de la capacité : soutien aux pratiques artistiques autochtones (organismes artistiques) <sup>1</sup>	8	154 \$	24	559 \$	24	587 \$
Autres formes de soutien aux artistes et aux organismes artistiques autochtones	398	5 930 \$	417	6 160 \$	402	5 629 \$
<b>Total</b>	<b>396</b>	<b>6 084 \$</b>	<b>441</b>	<b>6 719 \$</b>	<b>426</b>	<b>6 216 \$</b>
<b>Tirer profit de l'effet de stimulation que la diversité culturelle exerce sur les arts</b>						
<b>Soutien aux pratiques et aux organismes artistiques de diverses cultures</b>						
Programme d'accroissement de la capacité pour les artistes et les organismes artistiques de la diversité culturelle	49	1 530 \$	51	1 380 \$	46	1 380 \$
Autres formes de soutien aux pratiques et aux organismes artistiques	487	7 525 \$	580	8 227 \$	593	7 712 \$
<b>Total</b>	<b>536</b>	<b>9 055 \$</b>	<b>631</b>	<b>9 607 \$</b>	<b>639</b>	<b>9 092 \$</b>
Soutien au Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO)		800 \$		806 \$		596 \$

1. En 2008-2009, le volet pluriannuel des subventions de projet de l'Initiative d'accroissement de la capacité faisait l'objet d'une révision.

#### Orientation 4 – Partenariat

**Considérer les partenariats avec d'autres organismes comme l'élément clé de la démarche adoptée par le Conseil pour accomplir son mandat.**

Le Conseil a entrepris un certain nombre d'initiatives de partenariat, certaines avec d'autres organismes de soutien aux arts (par exemple, les Organismes publics de soutien aux arts du Canada, un réseau de collaboration formé d'organismes de soutien aux arts provinciaux et territoriaux et du Conseil) et certaines avec d'autres organismes appartenant ou non au milieu des arts. Cette orientation réaffirme que le Conseil fera des partenariats un élément clé de ses activités et appuie l'idée que les organismes de soutien aux arts doivent collaborer de façon plus efficace afin d'améliorer la prestation des programmes et des services en art et offrir au public de nouvelles occasions de faire l'expérience des arts. En créant des partenariats, le Conseil peut étendre son rayonnement dans tout le pays et tirer parti de ressources additionnelles et d'un plus grand investissement sociétal dans les arts. Les partenariats permettent au Conseil d'avoir un plus grand impact que celui qu'il obtiendrait avec ses seules ressources et d'atteindre des secteurs connexes aux arts auxquels il s'intéresse, mais dans lesquels il n'a ni le mandat direct ni les ressources adéquates lui permettant d'agir seul.

	2008-2009		2007-2008		2006-2007	
	(en 000 \$)		(en 000 \$)		(en 000 \$)	
<b>Tirer profit des retombées des réseaux et des partenariats</b>						
Initiative de développement créatif de l'Alberta (IDCA) <sup>1</sup>	125	1 907 \$	114	1 867 \$		
Partenaires dans les arts en développement créatif (PADC) <sup>2</sup>	16	1 500 \$	32	2 700 \$		
<b>Nouvelles activités liées à la capacité de recherche<sup>3</sup></b>						
CADAC: Données sur les arts au Canada						
Développement d'un site web qui permettra au Conseil des Arts et à d'autres organismes publics de soutien aux arts de recueillir et de partager des données sur les organismes artistiques au Canada, dans le but de mesurer le rendement des organismes artistiques partout au pays.		235 \$		216 \$		

1. L'Initiative de développement créatif de l'Alberta (IDCA) est un programme conçu pour aider le développement des arts en Alberta. Il s'agit d'un partenariat entre la Alberta Foundation for the Arts et le Conseil des Arts du Canada, en collaboration avec la Calgary Arts Development Authority et le Edmonton Arts Council. Le programme, qui a débuté en 2007-2008, durera trois ans avec une prolongation possible de deux autres années. La contribution annuelle du Conseil à l'IDCA est de 1 000 000 \$. Les chiffres ci-dessus illustrent le total des fonds investis par tous les partenaires.

2. Lancé en 2007-2008, Partenaires dans les arts en développement créatif (PADC) est un programme de trois ans conçu pour aider la création et le développement d'œuvres originales, qui permettra de représenter l'excellence artistique et la diversité culturelle de la Colombie-Britannique. PADC est un partenariat stratégique de la Province de la Colombie-Britannique, de la Ville de Vancouver, du Conseil des Arts du Canada, de la Vancouver Foundation, du comité organisateur des Jeux paralympiques d'hiver et des Jeux olympiques de 2010 de Vancouver, ainsi que de 2010 Legacies Now. Les chiffres ci-dessus illustrent le total des fonds investis par tous les partenaires. La contribution annuelle du Conseil des Arts à PADC est de 500 000 \$.

3. Le Conseil a accru ses capacités de recherche dans les domaines suivants : méthodologies de sondage, production de rapports sur le rendement et les résultats obtenus, méthodologies de recherche adaptées (p.ex., les consultations auprès de la communauté artistique autochtone à des fins de recherche, l'«exploration de données» etc.), reddition de comptes sur les questions d'équité, de développement des publics et de rayonnement.

## Orientation 5 – Développement organisationnel du Conseil

**Accroître, au Conseil, la capacité d'appui aux arts et d'instauration de changements, grâce au renforcement de sa structure et de son effectif, et grâce à l'amélioration de ses services.**

Depuis quelques années, le Conseil offre aux organismes artistiques des subventions et des services visant à accroître leur capacité. Le Conseil est conscient que la qualité artistique est plus susceptible de durer si l'organisme est sain, bien administré et que les membres de son personnel sont des professionnels. Cette orientation vient appliquer le principe d'efficacité organisationnelle aux propres activités du Conseil. Une révision de sa structure organisationnelle, (qui a eu lieu de janvier 2007 à mars 2008) a permis de comprendre qu'il fallait apporter des améliorations à la capacité du Conseil dans les secteurs de la recherche, de la planification stratégique, de l'évaluation des programmes, des communications, de l'apprentissage et de l'échange d'information, du perfectionnement du personnel et de la planification de la relève. Par cette orientation, le Conseil s'engage à améliorer ses capacités organisationnelles, à multiplier pour son personnel le nombre d'occasions d'être présent auprès de la communauté artistique de l'ensemble du pays, à faire un meilleur usage de ses bases de connaissances et à faire un examen de la structure de son personnel afin de venir à bout de problèmes de charge de travail qui perdurent.

	2008-2009	2007-2008	2006-2007
<b>Se conformer à des normes de responsabilisation élevées</b>			
Ressources humaines			
Employés <sup>1</sup>	208	205	204
Frais de perfectionnement professionnel et de formation par employé	1 016 \$	929 \$	865 \$
Voyages effectués par des employés dans diverses régions ou lors de visites à des communautés artistiques	762	735	758
Communautés visitées par des employés du Conseil	89	97	96
<b>Promouvoir les arts</b>			
Relations publiques et médiatiques			
Communiqués et avis aux médias	47	55	57
Messages et publicités du Conseil dans des programmes d'événements artistiques	46	42	52
Reportages et articles sur les Prix littéraires du Gouverneur général dans les médias <sup>2</sup>	964	590	431
Reportages et articles sur les Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques <sup>3</sup>	137	117	139
Traffic du site web du Conseil des Arts	(en 000)	(en 000)	(en 000)
Pages consultées par année	7 921	8 315	6 774
Visites par année	1 355	1 219	1 232
Visiteurs uniques	792	719	775

1. Représente les postes réguliers à temps plein au 31 mars, pour l'année 2008-2009. Avec les nouveaux fonds reçus, le Conseil a aussi embauché 23 employés contractuels en 2008-2009 afin d'assumer la charge de travail nécessaire à l'atteinte des objectifs de son plan stratégique.

2. Pour 2008-2009, le nombre indiqué pour les reportages et les articles sur les Prix littéraires du Gouverneur général et les Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques comprend les articles diffusés sur le web.



## Indicateurs artistiques

**22 700 \$**

revenu annuel moyen d'un artiste (Recensement de 2006)

**609 000**

nombre de personnes employées dans le secteur artistique et culturel (Statistique Canada, 2006)

**44,2 milliards \$**

retombées des arts et de la culture sur l'économie canadienne (Industrie Canada, 2007)

**689**

nombre de collectivités dans lesquelles des artistes et des organismes artistiques ont reçu une aide financière du Conseil des Arts (2008-2009)

**23 %**

augmentation du nombre d'artistes, de 1996 à 2006 (Recensement de 2006)

**4,3 %**

part que reçoit le Conseil des Arts par rapport aux dépenses du gouvernement fédéral en matière de culture (2005-2006)

**0,08 %**

pourcentage du budget du Conseil par rapport aux dépenses totales du gouvernement fédéral (2008-2009)

**5,47 \$**

coût annuel du Conseil par Canadien (2008-2009)

**158,2 \$ million**

investissement total du Conseil dans les arts (2008-2009)

**86 %**

pourcentage des Canadiennes et des Canadiens ayant assisté à un événement culturel ou artistique au cours de la dernière année (Ministère du Patrimoine canadien, 2007)

**72 %**

pourcentage des Canadiennes et des Canadiens qui croient que les événements artistiques et culturels jouent un rôle important dans l'amélioration de leur qualité de vie (Ministère du Patrimoine canadien, 2007)



## Aperçu financier

### Points saillants

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008, le Conseil des Arts du Canada a adopté de nouvelles normes de divulgation concernant les instruments financiers et le capital conformément à trois nouveaux chapitres du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Ces nouvelles normes rehaussent la divulgation d'informations quant à la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, sur la façon dont le Conseil gère ces risques et sur la façon dont le capital du Conseil est géré.

En 2008-2009, le crédit parlementaire était de 265 000 \$ inférieur à celui de l'exercice précédent. Les placements ont affiché un rendement négatif de 23,0 %, une baisse significative comparativement à l'exercice précédent, qui est attribuable aux déclinés qu'ont continué d'accuser les marchés boursiers mondiaux et à la baisse du dollar canadien. Le Conseil a touché des produits financiers de 5,4 millions de dollars, et a affecté un montant de 2,0 millions de dollars de la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers. L'exercice 2008-2009 représentait la première année de la mise en œuvre du *Plan stratégique 2008-2011* du Conseil. Pour donner suite aux orientations stratégiques recensées dans le plan, le Conseil a dû réaffecter des ressources et, en conséquence, les charges de programmes ont diminué de 3,9 millions de dollars. Les charges liées à l'administration générale du Conseil ont augmenté de 406 000 \$, ce qui s'explique par la hausse des salaires et des avantages sociaux de même que des coûts des locaux et des services professionnels. En 2008-2009, le Conseil des Arts du Canada a enregistré un déficit de 2,4 millions de dollars.

### Bilan au 31 mars

(en milliers de dollars)	2009	2008
Total de l'actif	264 049 \$	356 633 \$
Total du passif	38 669	48 093
Total des capitaux propres	225 380	308 540

### État des résultats pour les exercices se terminant le 31 mars

(en milliers de dollars)	2009	2008
Crédit parlementaire	182 242 \$	182 507 \$
Produits financiers nets	5 398	19 991
Autres produits	2 852	2 690
<b>Total des produits</b>	<b>190 492</b>	<b>205 188</b>
Programmes	175 988	179 900
Commission canadienne pour l'UNESCO	2 521	1 614
Administration générale	14 403	13 997
<b>Total des charges</b>	<b>192 912</b>	<b>195 511</b>
<b>Résultats nets de l'exercice</b>	<b>(2 420) \$</b>	<b>9 677 \$</b>

## Bilan

### Actif

Le 31 mars 2009, l'actif à court terme s'élevait à 11,7 millions de dollars, soit une diminution de 8,2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'actif à court terme se compose de l'actif qui, dans le cours normal des activités, est destiné à être converti en espèces ou à être dépensé pendant l'année à venir. Il comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances, les frais payés d'avance et les instruments financiers dérivés. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont connu la plus forte baisse. Les équivalents de trésorerie représentent le placement temporaire de l'excédent des besoins de liquidité quotidiens du Conseil dans un fonds commun à court terme géré par un gestionnaire de portefeuille professionnel. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué, passant de 17,8 millions de dollars au 31 mars 2008 à 9,8 millions de dollars au 31 mars 2009, diminution qui s'explique principalement par les paiements de subventions qui s'étaient accumulés au 31 mars 2008 et par le règlement d'une perte de change sur les contrats à terme parvenus à échéance qui s'était également accumulée au 31 mars 2008. Le rendement du fonds commun à court terme s'est établi à 2,4 % en 2008-2009 et sa durée moyenne pondérée a été de 51 jours (rendement de 4,8 % et durée moyenne pondérée de 53 jours en 2007-2008).

Au 31 mars 2009, la juste valeur des placements du Conseil était de 229,1 millions de dollars, incluant un montant de 10,9 millions de dollars dans des fonds communs du marché monétaire destinés à financer les engagements futurs du Conseil dans les infrastructures et l'immobilier. La juste valeur des placements a accusé une baisse de 84,1 millions comparativement à la juste valeur établie à 313,2 millions de dollars au 31 mars 2008. La diminution de la juste valeur reflète la baisse globale des marchés boursiers mondiaux principalement sous l'effet d'un manque de liquidité et des piètres conditions des marchés mondiaux du crédit qui ont créé une réticence à prêter ou à emprunter. Le secteur financier a été particulièrement touché par ces événements du fait que des grandes institutions financières ont été forcées de déprécier leurs actifs, au détriment de leurs bénéfices, de trouver des plans de sauvetage financier et, dans certains cas, de déposer leur bilan. En outre, un manque de confiance généralisé des marchés à l'échelle mondiale, la hausse du chômage, un repli persistant dans la valeur des maisons et la crainte de l'inflation ou de la déflation ont continué de contribuer au ralentissement économique à l'échelle mondiale.

Le Conseil investit dans des parts de fonds communs administrés par des gestionnaires de portefeuilles professionnels. Les placements du Conseil sont orientés par un *Énoncé des politiques et objectifs de placement*, qui est approuvé par le conseil d'administration et mis à disposition par le Conseil. Les objectifs du portefeuille consistent à générer des rendements réels sur le long terme, afin de compléter le crédit parlementaire et de financer les bourses et prix offerts grâce aux fonds Killam et aux autres

fonds spéciaux, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de dotation. Les fonds Killam et les autres fonds spéciaux représentent les apports de non-propriétaires qui ont été reçues sous forme de dons et de legs et qui ont été grevées d'affectations pour des raisons précises par les donateurs. Les fonds Killam doivent être conservés dans un portefeuille de placement distinct qui est consolidé aux fins d'établissement de rapports. Les autres fonds spéciaux sont compris dans le portefeuille de placement du Conseil, et une quote-part de l'apport est calculée selon la juste valeur du portefeuille au moment où chaque apport est reçu.

Pour la gestion et le suivi de son portefeuille, le Conseil est secondé d'un comité de placements formé d'experts indépendants possédant une expérience du domaine des placements et des catégories d'actifs dans lesquelles les placements sont effectués. Des membres du conseil d'administration siègent également au comité. En outre, le Conseil a recours aux services d'un conseiller en investissements indépendant ayant pour fonction d'épauler le comité de placements dans ses activités.

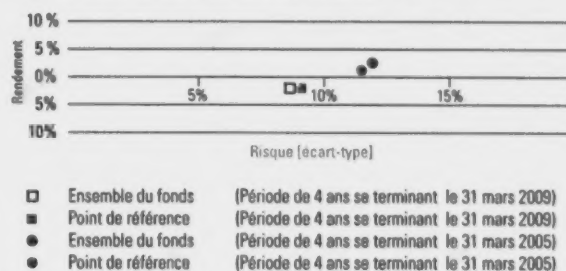
Chaque année, le comité de placements examine la politique de placement du Conseil et, au fil de l'évolution des marchés, il recommande des rajustements à la composition de l'actif et à la diversification de la structure de gestion. Cette année, le comité de placements a tenu compte du ralentissement économique mondial et évalué l'incidence sur le portefeuille à chaque réunion par des mises à jour régulières de la part des gestionnaires financiers et par un examen du rendement du portefeuille avec l'expert-conseil en placements. Le tableau ci-dessous présente une comparaison de la composition réelle de l'actif, ainsi que les objectifs en matière de composition de l'actif pour le portefeuille; il reflète l'incidence de l'important repli dans les marchés boursiers mondiaux.

Catégories d'actif	Composition de l'actif 2008-2009		Composition de l'actif 2007-2008	
	Réelle	Objectifs	Réelle	Objectifs
Actions	46,9 %	61,0 %	58,0 %	61,0 %
Obligations canadiennes	27,2 %	20,0 %	22,4 %	20,0 %
Alternatifs	14,3 %	10,0 %	10,6 %	10,0 %
Immobilier	4,9 %	4,0 %	1,6 %	4,0 %
Infrastructure	1,9 %	5,0 %	0,8 %	5,0 %
Marché monétaire	4,8 %	0,0 %	6,6 %	0,0 %

Le comité de placements suit de très près le niveau de risque au sein du portefeuille. Le graphique 1 porte sur le risque par rapport au rendement et compare la composition de l'actif du Conseil d'il y a quatre ans à celle au 31 mars 2009. L'axe horizontal représente le niveau de risque et l'axe vertical, le rendement. Au 31 mars 2005, le portefeuille ne comportait pas le même niveau de diversification qu'aujourd'hui et, bien que le portefeuille comporte un risque légèrement supérieur au point de référence, le graphique indique que le niveau de risque a diminué grâce à la diversification accrue du portefeuille.

Graphique 1 : Analyse du risque par rapport au rendement

Période de 4 ans se terminant le 31 mars 2009 et  
Période de 4 ans se terminant le 31 mars 2005



Graphique reproduit avec l'autorisation de Hewitt Associates

Au cours de l'exercice, le Conseil a subi des pertes nettes en capital de 977 000 \$ découlant de la vente d'une partie de son portefeuille de titres. Afin de réduire le risque de change lié au dollar canadien, le Conseil essaie de minimiser les effets de la fluctuation du cours des devises en couvrant 50 % de la tranche non libellée en dollars canadiens du portefeuille, à l'exception de la composante des marchés émergents. Au cours de l'exercice, ce programme a entraîné une perte nette de change de 5,5 millions de dollars, la devise canadienne s'étant principalement dépréciée par rapport à la devise américaine.

Les œuvres d'art et instruments de musique sont inscrits au bilan du Conseil pour une valeur de 20,2 millions de dollars en date du 31 mars 2009, soit une hausse nette de 47 000 \$ par rapport à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice, la Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts du Canada a acquis de nouvelles œuvres d'un montant de 59 000 \$ et s'est départie d'œuvres d'une valeur de 12 000 \$. La Banque d'œuvres d'art possède la plus vaste collection d'art contemporain canadien au Canada, qui compte environ 17 300 œuvres. Elle offre également des œuvres d'art en location à des sociétés intéressées des secteurs public et privé. La Banque d'œuvres d'art est en droit de réaffecter tout excédent d'exploitation à l'acquisition de nouvelles œuvres d'art. La Banque d'instruments de musique du Conseil, quant à elle, est propriétaire ou responsable de 13 instruments de musique à cordes et d'un archet de violoncelle de qualité et d'une grande valeur historique, prêtés à de jeunes musiciens talentueux pour des périodes de trois ans.

Les autres immobilisations comprennent le matériel de bureau et les améliorations locatives, qui ont baissé de 388 000 \$ au cours de l'exercice. L'amortissement a compensé la valeur des acquisitions.

#### Passif

Le 31 mars 2009, le solde cumulé du passif à court terme s'établissait à 33,8 millions de dollars, soit une baisse de 9,4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le passif à court

terme se compose du passif destiné à être acquitté pendant l'année à venir, dans le cours normal des activités. Il a été porté aux charges du Conseil pour l'exercice 2008-2009 et comprend les subventions à payer, les comptes créditeurs, les charges à payer, les instruments financiers dérivés ainsi que les crédits parlementaires reportés. Les principaux changements par rapport à l'exercice précédent concernent les subventions à payer, lesquelles ont accusé une baisse de 4,2 millions de dollars attribuable aux paiements à des bénéficiaires de subventions qui s'étaient accumulés au 31 mars 2008, et aux instruments financiers dérivés de 5,4 millions de dollars, ce qui correspond à la différence d'une année à l'autre dans la perte de change sur les contrats à terme pour le mois de mars. Les pertes sont seulement réglées au début d'avril.

Les autres éléments du passif comprennent les produits reportés, lesquels correspondent aux produits de location de la Banque d'œuvres d'art perçus d'avance, à la part non amortie de l'avantage incitatif relatif au bail reçu du locateur du Conseil et aux avantages sociaux des employés, qui correspondent au droit à une prestation de départ ou de retraite des employés du Conseil et qui augmentent généralement avec chaque année de service additionnelle.

#### Capitaux propres

Au 31 mars, les capitaux propres se composaient des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	2009	2008
<b>Capitaux propres</b>		
Surplus d'apport	50 000 \$	50 000 \$
Bénéfices non répartis	13 317	13 796
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(24 847)	55 881
Réserve découlant de la capitalisation des produits financiers	166 745	168 745
Réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique	20 165	20 118
	225 380 \$	308 540 \$

Un montant de 50 millions de dollars continue d'être constaté dans le surplus d'apport comme la contribution initiale du gouvernement, qui consistait en un fonds de dotation lorsque le Conseil a été fondé, en 1957.

Les bénéfices non répartis d'un montant de 13,3 millions de dollars comprennent les budgets de subventions non dépensés des exercices précédents et un solde des fonds engagés afin de permettre le bon déroulement des activités du Conseil.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu (AERE) se compose des actifs financiers disponibles à la vente et des apports de non-propriétaires grevées d'affectations. Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent la perte ou le gain latent sur le reclassement des actifs financiers du Conseil à la juste valeur

en date du 31 mars et le reclassement dans les résultats de tout gain ou de toute perte sur la cession de placements ayant déjà été constatés dans cette composante des AERE. Les apports de non-propriétaires comprennent les apports reçus sous forme de dons ou de legs qui ont été grevées d'affectations pour des raisons précises par les donateurs; tout produit attribué aux apports de non-propriétaires qui n'a pas été exigé au cours de l'exercice pour les fins énoncées de l'apport; la quote-part de la perte ou du gain latent sur le reclassement des placements du Conseil à la juste valeur en date du 31 mars; et le reclassement dans les résultats de tout gain ou perte sur la cession de placements déjà constaté dans cette composante des AERE.

La réserve découlant de la capitalisation des produits financiers a diminué de 2,0 millions de dollars au cours de l'exercice du fait que les produits financiers nets ont été inférieurs à ceux prévus au budget. Selon la politique du Conseil, lorsque les produits financiers d'un exercice dépassent les produits financiers nets prévus au budget, un montant peut être viré des bénéfices non répartis à la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers et, lorsque les produits financiers nets d'un exercice sont inférieurs aux produits financiers nets prévus au budget, un montant peut être viré de la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers aux bénéfices non répartis. Le total de 166,7 millions de dollars en date du 31 mars 2009 représente la somme des rendements excédentaires des placements depuis la fondation du Conseil. Le solde de l'avoir correspond à la constatation comme une réserve d'un montant équivalant à la valeur de ses œuvres d'art et instruments de musique.

#### État des résultats

État des résultats sommaires pour les exercices se terminant le 31 mars

(en milliers de dollars)	2009 Réel	2009 Budget	2008 Réel
<b>Produits</b>			
Crédit parlementaire	182 242 \$	180 641 \$	182 507 \$
Produits financiers nets	5 398	12 680	19 991
Produits (charges) net de la Banque d'œuvres d'art	395	(35)	206
Autres produits	2 457	933	2 484
	190 492	194 219	205 188
<b>Charges</b>			
Programmes	175 988	175 859	179 900
Commission canadienne pour l'UNESCO	2 521	2 281	1 614
Administration générale	14 403	16 029	13 997
	192 912	194 169	195 511
<b>Résultats nets de l'exercice</b>	<b>(2 420) \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>9 677 \$</b>

Le Parlement accorde des crédits annuels au Conseil. Pour l'exercice se terminant au 31 mars 2009, le Conseil a reçu

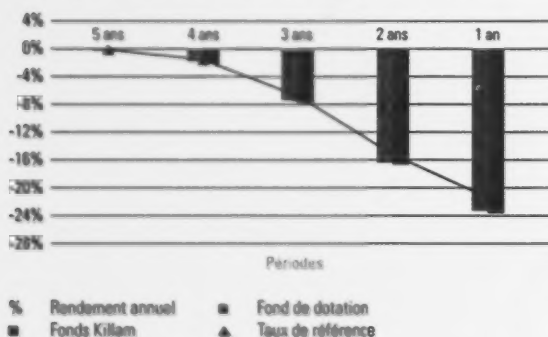
182,2 millions de dollars, soit 0,3 million de moins qu'en 2007-2008.

Les marchés financiers dans lesquels investit le Conseil sont très diversifiés et, en 2008-2009, la dotation et autres fonds spéciaux ainsi que les fonds Killam ont dégagé un rendement négatif annualisé sur un an de 23,0 % et de 23,2 % respectivement (l'indice de référence annualisé sur un an était un rendement négatif de 20,5 %). Les portefeuilles ont été touchés de façon négative par le repli global des marchés boursiers mondiaux; un manque de confiance généralisé des marchés à l'échelle mondiale; la hausse du chômage; un repli persistant dans la valeur des maisons; une crainte de l'inflation ou de la déflation; et une dépréciation de la devise canadienne.

En raison des faibles rendements, on a constaté des produits financiers nets s'établissant à 5,4 millions de dollars, ce qui a représenté une baisse de 14,6 millions de dollars en regard de 2007-2008, et de 73 millions de dollars par rapport à ce qui avait été prévu au budget. Le total des dividendes au montant de 10,8 millions de dollars, en baisse de 13,6 millions de dollars en regard de 2007-2008, a représenté la plus importante part des produits financiers pour l'exercice. En 2007-2008, le Conseil a comptabilisé d'importants dividendes de l'un de ses fonds d'actions internationales. Les pertes de change nettes sur les contrats à terme s'établissant à 5,5 millions de dollars, en hausse de 5,0 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, ont été attribuables à une dépréciation importante du dollar canadien. Les pertes nettes sur la cession de placements se sont établies à 977 000 \$ comparativement aux pertes nettes de 445 000 \$ qui ont été inscrites à l'exercice précédent.

Le graphique II ci-dessous illustre le rendement annualisé pour les cinq derniers exercices de la dotation et d'autres fonds spéciaux et des fonds Killam en regard du taux de référence. Il montre l'incidence du ralentissement économique mondial et reflète l'expérience de la plupart des autres institutions.

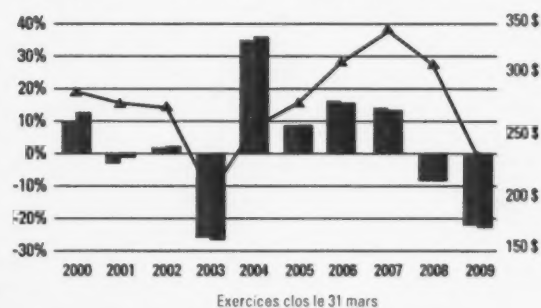
Graphique II : Rendement annualisé du portefeuille



Selon la politique de placement du Conseil, des sommes en espèces peuvent être retirées du portefeuille à raison de 4,5 %

de la moyenne de la valeur marchande du portefeuille pour les trois années précédentes, en fonction des soldes constatés au 30 septembre. Le graphique III représente le rendement annuel du portefeuille du Conseil depuis 2000, ainsi que son influence sur la valeur marchande en fin d'exercice. Il rend également compte des fluctuations du rendement des marchés de fonds d'investissements d'une année à l'autre. Lorsque les produits financiers dépassent ceux prévus au budget, le Conseil réinvestit l'excédent afin d'alimenter la croissance du fonds. Ce réinvestissement est aussi destiné à rapprocher la valeur du portefeuille de la valeur actualisée de la dotation initiale effectuée en 1957. Cette approche proactive contribue à fournir au Conseil une stabilité supplémentaire et une croissance à long terme. Lors des exercices où les produits financiers ne sont pas aussi favorables que prévu, le conseil d'administration peut approuver l'utilisation des produits capitalisés d'exercices précédents, qui sont représentés par la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers, un élément des capitaux propres du bilan.

Graphique III : Rendement annuel du portefeuille



Les produits nets de la Banque d'œuvres d'art, qui se sont établis à 395 000 \$, ont été supérieurs à ceux qui avaient été prévus pour l'exercice, et supérieurs au montant de 206 000 \$ qui a été comptabilisé pour l'exercice précédent en raison de la location accrue d'œuvres d'art.

Les autres produits comprennent les montants correspondant aux subventions annulées accordées au cours des exercices antérieurs, les produits de location de la salle du conseil, les dons, les remboursements d'impôts et autres. Ces produits peuvent varier d'une année à l'autre et ont légèrement diminué en 2008-2009.

Les charges de programmes pour les exercices se terminant le 31 mars incluent les trois éléments suivants :

	2009	2009	2008
(en milliers de dollars)	Réel	Budget	Réel
Subventions	158 186 \$	155 886 \$	164 632 \$
Administration	12 398	12 983	10 668
Services	5 404	6 990	4 600
	175 988 \$	175 859 \$	179 900 \$

En 2008-2009, les charges de programmes ont représenté plus de 91 % des charges totales du Conseil, qui se sont élevées à 192,9 millions de dollars, soit à peu près la même proportion qu'en 2007-2008 (92 %). Les charges de programmes ont été inférieures de 3,9 millions de dollars à celles de l'exercice précédent, mais elles se situaient près de ce qui était prévu au budget. Les subventions aux artistes et aux organisations artistiques ont représenté environ 90 % des charges de programmes totales; elles ont diminué de 6,4 millions de dollars au cours de l'exercice. Bien que le crédit parlementaire soit demeuré relativement stable d'une année à l'autre, le Conseil a réaffecté en 2008-2009 des ressources aux services des programmes ainsi qu'à l'administration des programmes dans le but de donner suite aux orientations stratégiques énoncées dans le *Plan stratégique 2008-2011* du Conseil. Les services comprennent d'autres formes de soutien à la communauté artistique, à savoir les charges relatives aux ateliers, à l'attribution des programmes et à la participation à des comités consultatifs. Les frais d'administration représentent les coûts directs de la prestation des programmes du Conseil. Ces coûts, qui englobent les salaires, les avantages sociaux, les frais de déplacement et les services professionnels, ont connu une augmentation de 1,7 million de dollars par rapport à 2007-2008.

La Commission canadienne pour l'UNESCO (CCU) exerce ses activités sous l'égide du Conseil des Arts du Canada. La CCU a dépensé 2,5 millions de dollars en 2008-2009, soit une hausse de 907 000 \$ par rapport à 2007-2008 et de 240 000 \$ par rapport au budget. Cette augmentation s'explique surtout par une contribution unique de 500 000 \$ au nom du gouvernement du Canada au Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO. La CCU coordonne les activités relatives à la réalisation des programmes de l'UNESCO au Canada, favorise la participation du Canada à des projets menés à l'étranger, notamment aux programmes d'aide et de conseils spécialisés offerts par des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Elle conseille également le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour l'établissement des futurs programmes et budgets de l'UNESCO. Enfin, elle prend des initiatives au Canada en vue de promouvoir et de faire connaître les objectifs des programmes de l'UNESCO.

Les charges liées à l'administration générale incluent le coût des Initiatives stratégiques et du Secrétariat du Conseil (ce qui comprend Recherche et Partenariats), des Communications et des services généraux (soit Finances, Ressources humaines et Gestion de l'information). Elles englobent les salaires, les

avantages sociaux, les déplacements, les services professionnels, l'amortissement, les locaux et autres. Ces coûts ont été plus élevés de 406 000 \$ que ceux comptabilisés en 2007-2008; toutefois, ils étaient inférieurs de 1,6 million de dollars à ceux prévus au budget. Cette augmentation s'explique surtout par les hausses régulières des salaires et des avantages sociaux et les coûts plus élevés des locaux à bureaux.

#### Notes de vérification

L'examen spécial par le Bureau du vérificateur général qui a débuté au cours de l'exercice 2007-2008 s'est terminé en juin 2008. Le Bureau du vérificateur général a présenté son rapport final au conseil d'administration et a félicité le Conseil du fait que le rapport ne signalait pas de lacunes importantes. En 2008-2009, les vérificateurs internes du Conseil ont terminé la vérification des contrôles du niveau des entités du Conseil ainsi que du processus budgétaire, et ils ont réalisé des vérifications de suivi dans le cas du processus de demande de subventions, du processus d'examen par des pairs et de la passation de marchés. Une évaluation des risques liés à la technologie de l'information et une vérification de la protection des renseignements personnels liée au système de suivi du Conseil concernant ses subventions ont été entreprises en 2008-2009 et doivent se terminer en juin 2009. Les vérificateurs internes ont également aidé le Conseil à mettre sur pied un cadre de gestion intégrée du risque.

#### Modifications comptables à venir

Le Conseil des normes du Canada a confirmé que le passage des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada aux Normes internationales d'information financière (IFRS) aura lieu pour les exercices débutant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La première période visée par les IFRS en ce qui concerne le Conseil sera l'exercice qui se termine le 31 mars 2012. Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public réexamine en ce moment l'application des IFRS aux entreprises publiques et aux organismes publics de type commercial (OPTC). Les résultats de cet examen peuvent avoir une incidence sur l'application des IFRS au Conseil, un OPTC.

Le passage des PCGR aux IFRS constitue une étape importante pour le Conseil. Ce dernier a terminé un examen diagnostique qui a recensé les répercussions possibles des IFRS sur les processus comptables et de production de rapports, les systèmes d'information, les processus opérationnels et les divulgations externes.

À l'aide de la feuille de route de conversion fournie dans le rapport diagnostique que le Conseil avait commandé en 2008, le Conseil a validé les priorités et les enjeux du projet de conversion et il a défini les exigences concernant la production des rapports IFRS dans chacun des secteurs essentiels visés, soit la production de rapports, les aspects opérationnels et la technologie de l'information. Une équipe de projet principale de même qu'un comité directeur des IFRS chargé de suivre les progrès ont été mis sur pied. Le Conseil a rédigé une charte de projet qui a été revue



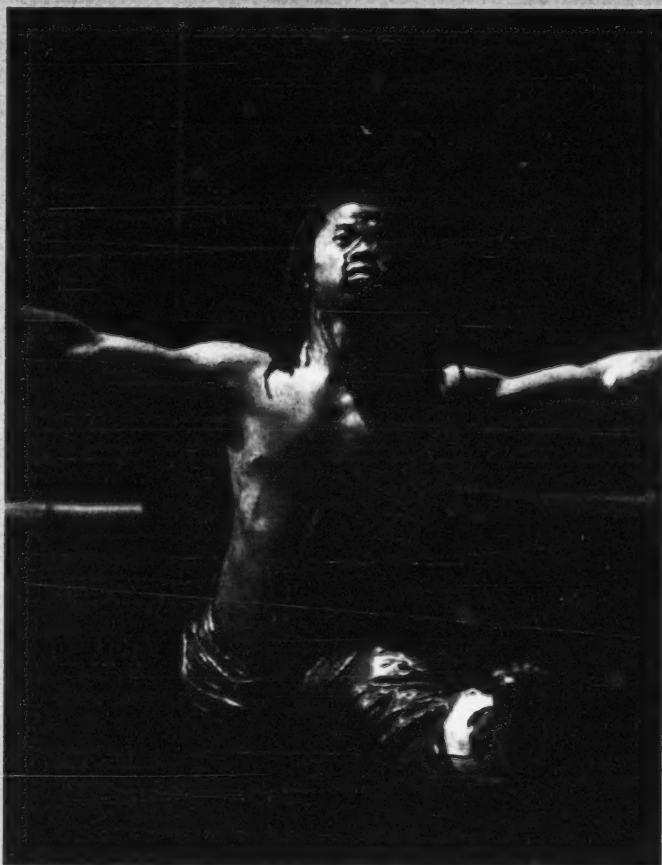
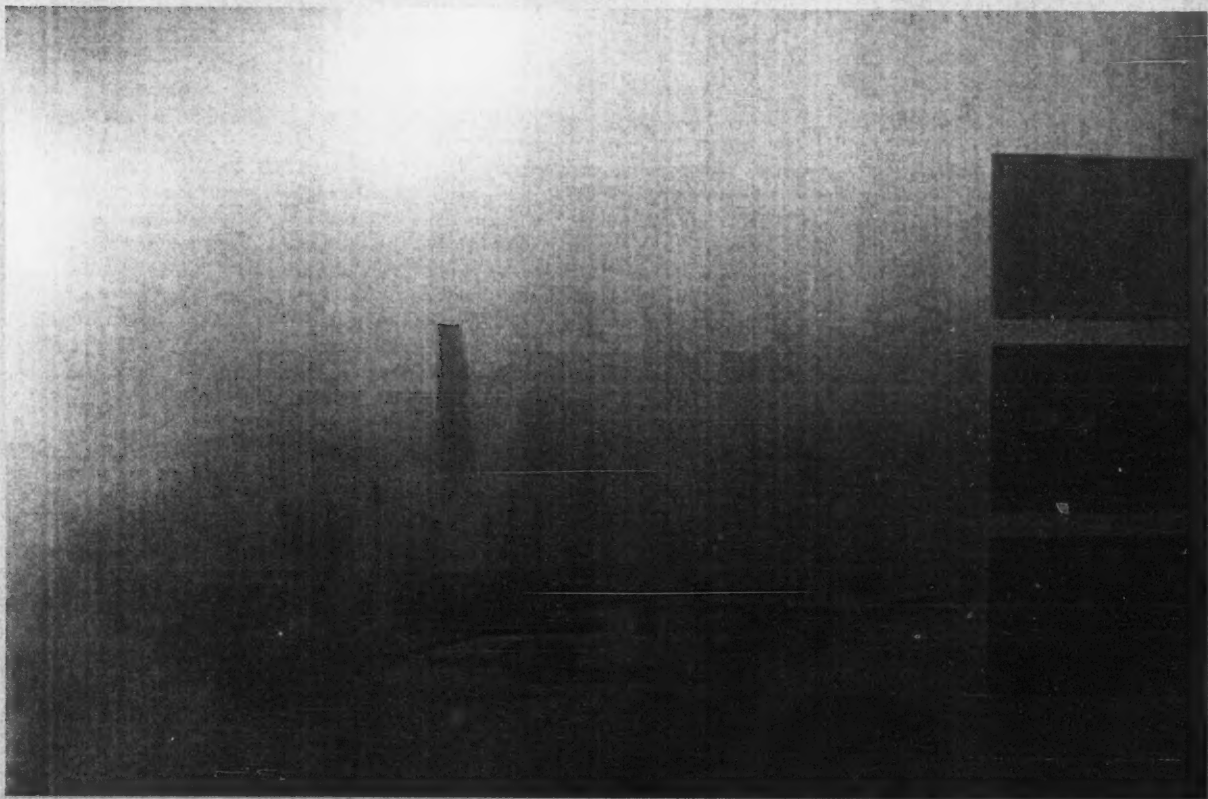
et approuvée par le Comité de la vérification et des finances du conseil d'administration. La charte de projet décrit le projet des IFRS et inclut les modèles comptables techniques de même qu'un plan détaillé de passage aux IFRS qui traite de la structure du projet, du ressourcement, de la formation et des applications en matière de technologie de l'information qui pourraient être touchés par la conversion aux IFRS. Le tableau qui suit donne des précisions au sujet de l'échéancier prévu par le Conseil pour le passage aux IFRS.

Jalons	Échéanciers
Analyse détaillée des exigences pertinentes liées aux IFRS	exercice financier : 2009-2010
Évaluation des exigences relatives à la première adoption (IFRS 1)	exercice financier : 2009-2010
Formation du personnel aux IFRS	exercice financier : 2009-2010
Décision finale des changements	premier trimestre : 2010-2011
Rajustements du bilan initial	premier trimestre : 2010-2011
Changements à la politique comptable, à la technologie d'information et aux contrôles internes	troisième trimestre : 2010-2011
Traitement en parallèle	exercice financier : 2010-2011
Mise en œuvre	1 <sup>er</sup> avril 2011

Les plus importantes différences entre les PCGR et les IFRS recensées dans le rapport diagnostique concernent les décisions à prendre par ceux qui adoptent les IFRS pour la première fois, la divulgation, la reconnaissance et la mesure des instruments financiers, de même que les répercussions des taux de change étrangers, les produits et les immobilisations corporelles. L'incidence de cette transition sur les états financiers du Conseil n'a pas été déterminée. Toutefois, l'équipe de projet principale a amorcé le processus d'examen des normes internationales et est en train d'évaluer l'incidence que la mise en œuvre aura sur ses activités.

Faits saillants





#### Wanda Koop

« Je me souviens d'avoir vu cela... » Les œuvres de Wanda Koop suscitent souvent un sentiment de familiarité. Cela n'est pas le fruit du hasard. Prenant des notes de manière quasi compulsive (feuillets adhésifs, photos et vidéos), elle consigne la moindre observation sur ce qui l'entoure. Elle condense ensuite ses « notes » sous forme d'images iconiques, qui sont si familières sur le plan culturel qu'elles créent une impression de déjà-vu. Wanda Koop travaille actuellement à la création de six toiles de grandes dimensions qui seront présentées lors d'une importante exposition. Cette exposition débutera à la Winnipeg Art Gallery en automne 2010, puis effectuera une tournée nationale et internationale, organisée par le Musée des beaux-arts du Canada. Ci-dessus : *Stack*, 2008, série *Green Zone*, huile sur toile. Photo: William Eakin

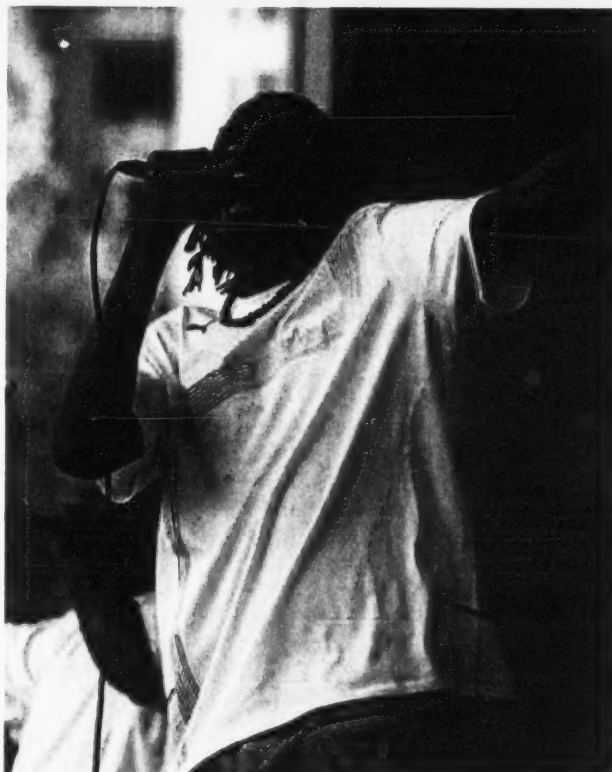
#### Kalabanté

La compagnie Kalabanté, qui regroupe les arts africains et les arts du cirque, n'a que cinq ans. Pourtant, elle possède un nombre impressionnant de partenaires — Artcircq (Nunavut), Cirque Éloize (Montréal), Hand Drum Rhythms (Victoria et Winnipeg), Education Without Borders (Vancouver) — et un solide réseau de diffusion national et international. Isuma Productions (Igloolik) captura sur vidéo son dernier spectacle, *Kô Ryess*, une fusion des arts guinéens aux performances occidentales de cirque, de danse et de musique. Kalabanté poursuit une double mission : la promotion de la culture africaine et la réalisation d'un projet humanitaire. Les profits de Kalabanté servent en effet au développement d'une école d'enseignement et de cirque à Conakry, en Guinée. Sur la photo : Yamousa Bangoura, artiste et cofondateur de Kalabanté, au Festival des arts d'Alianait, à Iqaluit. Photo: Ed Maruyama



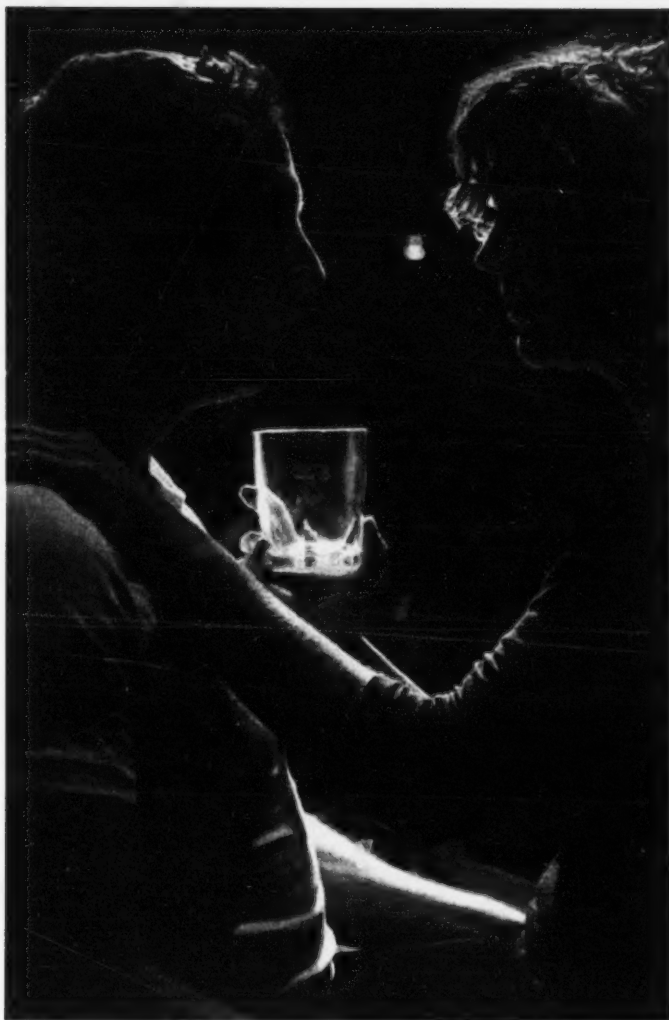
## NITV

Acclamé dans le monde entier, le cinéma inuit est en plein essor. Pourtant, les Inuits habitant les régions éloignées du Nord ne sont pas équipés pour présenter des films 35 mm et sont les derniers à voir les films qui les mettent en vedette. Le Nunavut Independent Television Network (NITV) et Igloodik Isuma Productions ont lancé un projet en vue de résoudre ce problème. En collaboration avec imagineNATIVE Film + Media Arts Festival et Vtape, ils ont numérisé une centaine de films et de vidéos réalisés par des Inuits et d'autres artistes autochtones des arts médiatiques et les diffusent en ligne ([www.isuma.tv](http://www.isuma.tv)). Ils ont aussi fourni des projecteurs à plusieurs communautés éloignées afin de leur permettre de voir ces films en salle. Photo : L'acteur Peter Henry Arnatsiaq (Apak) effectuant la danse du tambour devant le caméraman Félix Lajeunesse qui filme une scène de *Before Tomorrow*. Le journal de tournage de ce film d'Arnait Video Productions est diffusé sur [www.isuma.tv](http://www.isuma.tv)



## Afrikadey!

L'Afrique vibre à Calgary! Au mois d'août de chaque année, le festival Afrikadey! électrise toute la ville aux sons des rythmes africains de musiciens du Canada et d'ailleurs. En 2008, Afrikadey (qui signifie « l'Afrique est bien vivante ») a présenté des artistes du monde entier dont la musique reflète leur propre expérience de réfugié. Les spectateurs y ont entre autres applaudi Emmanuel Jal (sur la photo ci-contre), ex-enfant-soldat du Soudan et aujourd'hui artiste hip-hop britannique, et Jean Paul Samputu, survivant du génocide rwandais, renommé pour la diversité de ses styles de chant, de danse et de tambour africains. Photo : James Tworow



#### Sour Brides Theatre

Le Sour Brides Theatre, au Yukon, a donné une prestation sincère et authentique de la puissante et émouvante pièce *So Many Doors*. En janvier et en février 2009, cette pièce a effectué une tournée dans l'Est du Canada et a été présentée à un total de 1 671 spectateurs de l'Ontario (Kitchener, Markham, Oakville, Brampton et St. Catharines) et du Nouveau-Brunswick (Saint John et Fredericton). Écrite par Celia McBride, codirectrice artistique de la compagnie, cette œuvre explore l'incidence du deuil et de la douleur sur une amitié brisée. La pièce a également été présentée à Whitehorse et à Dawson City. Fondée en 2004, la compagnie tire son nom, Sour Brides, de ceux de ses cofondatrices Sauer et McBride, deux artistes de théâtre d'origine montréalaise. Photo: Rick Massie

#### Vancouver Cantata Singers

Le partenariat du Conseil des Arts du Canada, d'Espace musique de Radio-Canada et de CBC Radio Two au Concours national des chorales d'amateurs permet de promouvoir l'excellence du chant choral au Canada. Au Concours 2008, la Vancouver Cantata Singers (VCS) de Vancouver, sous la direction d'Eric Hannan, a remporté non seulement le Prix Healey-Willan du Conseil des Arts, mais aussi le Premier Prix de la catégorie « petite chorale (mixte) ». La VCS a participé au gala des lauréats diffusé sur CBC Radio Two et Espace musique. Récemment, CBC Radio invitait la VCS à représenter le Canada au Concours Euradio de chant choral intitulé « Let the Peoples Sing », à Oslo, en Norvège. Photo: Rick Collins









### Decidedly Jazz Danceworks

Cette année, la compagnie Decidedly Jazz Dance (DJD) célèbre non seulement son 25<sup>e</sup> anniversaire à Calgary, mais aussi l'extraordinaire accomplissement d'avoir su créer et imposer une forme de danse jazz contemporaine viable, fascinante et fidèle aux racines du swing, de la claquette et des rythmes africains. Convaincue que la formation est un investissement pour l'avenir, la compagnie a aussi fait preuve d'avant-gardisme en veillant au perfectionnement des danseurs et chorégraphes. DJD occupe une place importante sur la scène locale à Calgary où, avec le soutien de la Fondation Kahanoff, elle poursuit la construction de nouveaux locaux qui seront terminés en 2011. Elle compte aussi un solide programme de tournées nationales et internationales. Photo: Trudie Lee

### Festival Frye

Chaque année, Moncton, au Nouveau-Brunswick, rend hommage à l'un des siens — le réputé critique littéraire Northrop Frye — lors d'un festival littéraire qui attire une superbe brochette d'auteurs invités. En 2009, quelque 28 auteurs canadiens et étrangers ont participé à la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire du Festival, dont Jane Urquhart, Antonine Maillet, Wayne Johnston, John Ralston Saul, Michel Tremblay et Heather O'Neill (sur la photo) ci-contre. Le festival s'est engagé à alimenter l'inspiration des écrivains d'âge scolaire et, en 2009, il a prévu 142 visites avec 24 auteurs dans des écoles de toute la province. Photo: Dolores Breau, avec l'aimable permission du Festival Frye.



### Denis Côté

La Quinzaine des Réalisateurs du prestigieux Festival de Cannes retient l'attention des cinéphiles avec des films d'une originalité débridée. En 2009, le film *Carcasses* de Denis Côté y était projeté en première mondiale. L'influent périodique français *Cahiers du cinéma* consacrait deux pleines pages à Côté. Docufiction sur la vie d'un recycleur de pièces d'automobiles et sur l'improbable invasion de cette cour de ferraille par quatre jeunes trisomiques, *Carcasses* jette un regard empreint de poésie et de lucidité sur un lieu de rencontre et de mémoire, situé en marge de la société. Le talentueux cinéaste montréalais d'origine acadienne a déjà fait le tour du monde avec sa quinzaine de courts-métrages et ses quatre longs-métrages. Sur la photo : Célia Léveillé-Marois et Marc Scanlon. Photo: Christian Perrault



#### Tracee Smith

Selon Tracee Smith, il ne s'agit pas de danser, mais plutôt de vivre une expérience. Ainsi, lorsqu'un groupe d'élèves du secondaire de collectivités isolées du Nord de l'Ontario présente une production de danse hip-hop dans une grande salle de spectacles de Toronto, l'expérience que vivent ces jeunes peut changer le cours de leur vie. Depuis 2007, Tracee Smith, une danseuse crie de hip-hop, a travaillé avec rigueur avec des jeunes des Premières nations du Lac La Croix et de Pikangikum pour monter un spectacle qui a d'abord été présenté devant leur communauté, puis, à guichets fermés, à Toronto. Le programme *Outside Looking In* de Tracee Smith offre aux jeunes la possibilité de sortir de leur communauté et de ressentir toute la gamme d'émotions que procure une performance couronnée de succès. Photo: Daniel Krawchuk





#### Festival international de films réalisés par des femmes de St John's

Les cinq jours de la 19<sup>e</sup> édition du Festival international de films réalisés par des femmes de St. John's ont permis à des femmes cinéastes de la région, du Canada et du monde entier de présenter leurs films, leurs vidéos et leurs œuvres conçues à partir des nouveaux médias. Ce festival permet aussi au public de découvrir des œuvres exceptionnelles encore peu connues ou peu diffusées, qui ont été réalisées par des femmes cinéastes. Des conférences ouvertes au public, des ateliers d'été sur la cinématographie et des projections à l'échelle provinciale ont suscité la participation du grand public. Près de 100 films de 17 pays ont été présentés : outre les films canadiens, figuraient des films produits en Argentine, en Australie, en Belgique, au Brésil, en République tchèque, au Danemark, en Allemagne, en Hongrie, en Inde, en Irlande, en Israël, en Italie, en Espagne, en Turquie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Près de la moitié des films canadiens avaient été réalisés à Terre-Neuve-et-Labrador. La présentation d'un brillant documentaire intitulé *Gene Boy Came Home* (photo ci-contre) d'Alanis Obomsawin, lauréate du Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques, a été particulièrement appréciée. Photo: © 2007 Eugene Benedict



#### secret/theatre

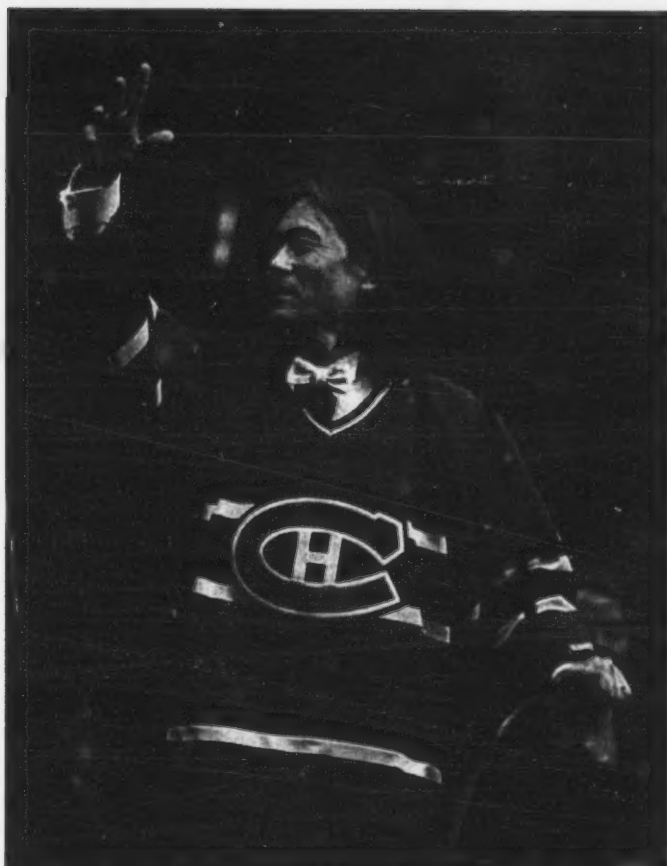
Migration, dérive, isolement et dislocation. Ces réalités de la vie urbaine sont devenues les passionnants thèmes de *(We) are Here*, la dernière œuvre de secret/theatre. Depuis 2003, cette compagnie de théâtre de Halifax a produit des parodies théâtrales, des spectacles solos multimédias, des satires sur l'histoire et des pièces de théâtre documentaires. Avec *(We) are Here*, secret/theatre adopte une approche plus interdisciplinaire qui superpose vidéo, animation, musique et narration. La première est prévue à Halifax, en mai 2010; la pièce sera ensuite présentée partout en Nouvelle-Écosse, puis sur la scène internationale. Photo: l'acteur et dramaturge Dustin Harvey dans la production *Best Wishes* de secret/theatre



#### Great Northern Arts Festival

Le Great Northern Arts Festival, basé à Inuvik, est, depuis 1989, un événement circumpolaire d'envergure internationale qui attire des musiciens autochtones et non autochtones de toutes les cultures du Nord. En 2008, le festival a accueilli 107 artistes venus, entre autres, de l'Alaska, de l'Irlande et du Japon. Ce festival figure maintenant sur le guide de voyage de Rand McNally parmi les 25 meilleurs festivals de l'Amérique du Nord. Pendant 10 jours, ce festival offre une programmation variée allant du violon, au tambour, en passant par la mode, le cinéma et l'artisanat, et il stimule la production artistique. Des ateliers et des séminaires sont organisés à longueur d'année afin de favoriser le perfectionnement professionnel et d'enseigner des notions pratiques, telles que l'évaluation des coûts de production et la mise en marché. Photo : GNAF / Terry Halifax





#### Citadel Theatre

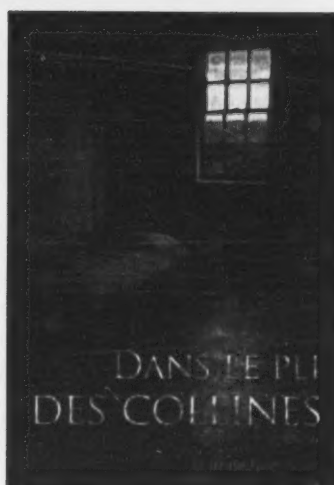
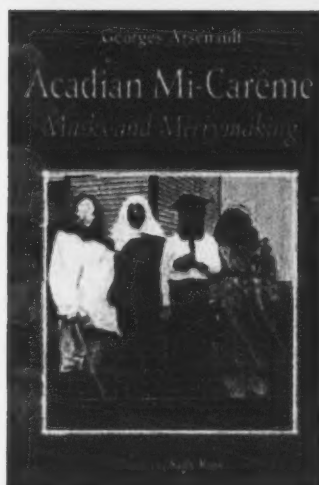
Production théâtrale magique pour les enfants de sept ans et plus, la pièce *The Forbidden Phoenix* (livret de Marty Chan; textes et musique de Marty Chan et Robert Walsh) a été créée par le Citadel Theatre d'Edmonton, en partenariat avec Lorraine Kimsa Theatre for Young People de Toronto. Cette œuvre, dont la première a eu lieu à Edmonton en octobre 2008, réunit des éléments de l'opéra de Pékin, des arts martiaux, de l'acrobatie et de la comédie musicale nord-américaine. *The Forbidden Phoenix* relate les aventures de Sun Wukong, Roi des singes, exilé dans l'Ouest, où le puissant William Van Horne construit un chemin de fer traversant le Canada. Vaguement inspirée de l'expérience des Chinois ayant immigré au Canada dans les années 1880, cette œuvre explore les thèmes de la diversité culturelle et de l'environnementalisme. Photo: Epic Photography

#### Orchestre symphonique de Montréal

Art et sport savent nous inspirer et nous faire vibrer. Rencontre de ces deux disciplines, le concert-hommage de l'Orchestre Symphonique de Montréal (OSM) aux Canadiens de Montréal en a fourni une preuve éclatante. L'Orchestre et les Canadiens ont respectivement fêté leurs 75<sup>e</sup> et 100<sup>e</sup> anniversaires avec un concert spécial au Centre Bell, au printemps 2009. Les 12 000 amateurs de musique et de hockey qui y ont assisté ont vécu une soirée mémorable. Joueur étoile de la soirée, le chef d'orchestre de l'OSM, Kent Nagano (photo ci-contre), a revêtu le chandail des Canadiens. Photo: Allen McInnis, avec l'aimable permission de l'OSM

#### Acorn Press

Les lecteurs anglophones pourront lire un ouvrage fascinant sur l'histoire et le folklore canadiens : *Acadian Mi-Carême: Masks and Merrymaking*. Avec ce livre, Sally Ross signe la traduction de *La Mi-Carême en Acadie* de Georges Arsenault (historien acadien bien connu de l'Île-du-Prince-Édouard). Publié par la maison Acorn Press, de l'Île-du-Prince-Édouard, cet ouvrage décrit les pratiques traditionnelles qu'observaient diverses collectivités pour célébrer, trois semaines avant Pâques, la Mi-Carême et qui s'apparentent beaucoup à la tradition terre-neuvienne du *mumming*. Encore aujourd'hui, des collectivités de certaines régions célèbrent la Mi-Carême.



#### Les Éditions de la nouvelle plume

Seule maison d'édition en français à l'ouest de Winnipeg, les Éditions de la nouvelle plume publient des auteurs de l'Ouest canadien et des ouvrages traitant de l'Ouest canadien. Depuis 1984, cette maison d'édition (anciennement les Éditions Louis Riel), établie à Regina, a permis à des créateurs en minorité linguistique d'affirmer la vitalité de leur culture. Cette année, la maison d'édition a connu sa plus importante production littéraire et a développé une nouvelle collection jeunesse, «eSKapade», en collaboration avec les auteurs David Baudemont et Martine Noël-Maw. Cette dernière, originaire du Québec et fransaskoise d'adoption, voyait son premier roman réédité chez La nouvelle plume et recevait une première subvention du Conseil pour son prochain roman jeunesse.







#### AHS Collective

L'art est un puissant remède pour les 80 aînés participant au projet axé sur les arts, la santé et les aînés du AHS Collective, à Vancouver et à North Vancouver, en Colombie-Britannique. Pendant trois ans, avec des artistes professionnels du AHS Collective, ces aînés se sont consacrés aux arts visuels, à l'écriture, aux arts de la marionnette, à la performance, au théâtre et à la vidéo. De nombreux aînés sont marginalisés en raison de leur langue, de leur faible revenu, de leur fragilité et de leur orientation sexuelle. Grâce à leurs explorations artistiques, ils ont renoué avec leur collectivité et se sont découvert des talents dont ils ignoraient l'existence. Le projet a donné lieu à une exposition et à un spectacle en juin 2009, et des plans ont été ébauchés avec des partenaires communautaires en santé pour renouveler l'« ordonnance ». Sur la photo ci-contre: Choi Sau Ching. Photo et vidéo : Andrew Nguyen, Lemongrass Media ([www.lemongrassmedia.net](http://www.lemongrassmedia.net)) © 2009

#### Althea Thauberger

Lorsqu'Althea Thauberger monte à la barre des témoins, préparez-vous à éprouver un profond malaise. Ses collaborations avec des artistes amateurs ont donné lieu à des photographies, des vidéos et des performances qui laissent souvent le spectateur mal à l'aise. Est-ce à cause de la nouveauté des artistes? Du soupçon que nous éprouvons à l'égard d'une certaine exploitation des artistes? Ou de l'exploitation de nos propres stéréotypes, perpétués par la télé-réalité? Althea Thauberger travaille actuellement à la création d'une œuvre photographique inspirée de sa visite, en automne 2008, à la base des Forces canadiennes à Kandahar, dans le cadre du Programme d'arts des Forces canadiennes. Elle s'intéresse aussi à la performance des débats de style parlementaire et elle a convaincu deux jeunes Inuits de se livrer à un débat sur un sujet historique précis au Hart House Debating Club de l'Université de Toronto. Ci-dessus : *La mort e la miseria*, 2008, murale photo à grande échelle, dimensions variables. Photo: avec l'aimable permission de l'artiste et de Manifesta 7

Régie



Marie Chouinard interprétant sa chorégraphie solo *gloires du matin*, spectacle marquant son retour sur scène après une absence de 20 ans. Photo : Jean-François Gratton



### Mandat du conseil d'administration

Le Conseil des Arts du Canada est régi par un conseil d'administration composé d'un président, d'un vice-président et de neuf autres membres provenant de différentes régions du Canada. Chaque membre est nommé par le gouverneur en conseil pour une période déterminée. Le conseil d'administration, qui se réunit au moins trois fois par année, est responsable des politiques, des programmes et des budgets du Conseil, ainsi que des décisions relatives aux subventions.

En leur qualité de gestionnaires de l'organisme, les membres du conseil d'administration veillent à la régie de l'organisme. Le conseil d'administration doit surveiller les affaires du Conseil des Arts, diriger les cadres supérieurs et s'assurer que tous les grands dossiers touchant le Conseil des Arts font l'objet d'un examen approprié. Le conseil d'administration rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles.

Les responsabilités des membres du conseil d'administration incluent :

- assister, à Ottawa ou ailleurs, aux réunions du conseil;
- voter, sauf lorsqu'il y a conflit d'intérêts;
- établir les politiques générales du Conseil des Arts et approuver ses programmes;
- approuver la répartition du budget entre les différentes disciplines et selon les différents objectifs et programmes;
- surveiller l'efficacité des programmes et l'intégrité du système d'évaluation par les pairs;
- autoriser l'attribution de subventions soit directement soit en vertu de pouvoirs délégués;
- refléter, lors des discussions, les préoccupations régionales dans le cadre d'une perspective nationale;
- mettre à contribution l'expertise de chaque membre, généralement dans les domaines des arts, des affaires ou des activités communautaires;
- expliquer au milieu artistique, aux dirigeants nationaux, provinciaux et locaux ainsi qu'au grand public le rôle du Conseil des Arts en matière de soutien aux arts;
- faire partie des comités permanents ou spéciaux du Conseil;
- représenter le Conseil à des événements publics et dans le cadre d'autres activités;
- accomplir les tâches que le président peut leur assigner.

### Autonomie du conseil d'administration

Tous les membres du conseil d'administration sont des administrateurs indépendants. Leur indépendance est fondamentale, car elle assure une reddition de comptes efficace et une saine régie. Bien que le directeur (chef de la direction) et les cadres supérieurs de l'organisme assistent aux réunions du conseil d'administration afin de fournir de l'information et de rendre compte des activités de l'organisme, seuls les membres du conseil d'administration peuvent voter et prendre des décisions. Les comités du conseil d'administration sont composés de membres du conseil et incluent parfois des experts externes sélectionnés selon leurs connaissances et leur champ d'expertise.

### Planification stratégique et institutionnelle

Le conseil d'administration est tenu de suivre de près et d'approuver les politiques générales du Conseil des Arts, de formuler ses orientations stratégiques, de développer et d'approuver le plan d'entreprise du Conseil et d'en évaluer la mise en application.

Le plan d'entreprise porte sur les activités et affaires du Conseil et il établit les priorités, objectifs, stratégies, indicateurs de rendement et résultats escomptés. L'actuel plan d'entreprise a été approuvé par le conseil d'administration en octobre 2008 pour la période de 2008-2009 à 2010-2011. Il renforce les valeurs et les orientations exposées dans le plan stratégique et le plan d'action. Le résumé du plan d'entreprise est affiché sur le site web du Conseil ([www.conseildesarts.ca/aproposdenous/plan\\_strat](http://www.conseildesarts.ca/aproposdenous/plan_strat)).

Les cadres supérieurs présentent au conseil d'administration un rapport qui rend compte du rendement du Conseil par rapport aux objectifs fixés dans le plan d'entreprise ainsi que des résultats obtenus au cours de l'année. Cette surveillance régulière du rendement de l'organisme facilite la prise de décisions du conseil d'administration et lui fournit un cadre de responsabilisation pour les activités du Conseil.

### Gestion des risques

Le conseil d'administration évalue régulièrement les principaux risques inhérents aux activités du Conseil et au contexte dans lequel ce dernier évolue. Il doit veiller à ce que les principaux risques liés aux activités du Conseil soient cernés et que les mesures appropriées de surveillance et de gestion de ces risques soient mises en place. Pour ce faire, le conseil demande habituellement aux cadres supérieurs de lui présenter des dossiers de synthèse et prend connaissance des rapports des vérificateurs internes et externes.

En 2008-2009, les travaux pour l'élaboration d'un cadre de gestion du risque intégré, qui sera mis en application en 2009-2010, ont été amorcés.

Le Bureau du vérificateur général (BVG) a terminé le premier examen spécial du Conseil en juin 2008. Le BVG a conclu que

« les systèmes et pratiques du Conseil ne comportaient aucune lacune importante » et « qu'ils avaient contribué à son succès dans plusieurs domaines ». Le conseil d'administration a rencontré la vérificatrice générale pour discuter des constatations et des recommandations du rapport et, de concert avec le groupe exécutif de gestion, a commencé à envisager des solutions pour répondre adéquatement aux recommandations du rapport.

#### Code de déontologie

À titre de titulaires de charges publiques fédérales, les membres du conseil d'administration sont tenus de se conformer à la *Loi sur les conflits d'intérêts*. Ils doivent aussi se plier aux exigences énoncées dans le *Code de déontologie des membres du conseil d'administration du Conseil des Arts du Canada*. En 2007-2008, les nouveaux membres du conseil d'administration ont été mis au courant des exigences des deux derniers documents susmentionnés.

#### Nominations au conseil d'administration et renouvellement des mandats

Le conseil d'administration avise le gouvernement des critères pertinents pour la sélection du président de l'organisme, ainsi que des compétences et besoins futurs pour les postes de membres du conseil d'administration et de directeur.

Le comité de sélection du conseil d'administration tient à jour un profil des compétences et des champs d'expertise, fondé sur sa connaissance du mandat, des orientations stratégiques, des forces et des faiblesses du Conseil, ainsi que des enjeux fondamentaux et des défis auxquels est confronté l'organisme. Outre l'expérience et l'expertise des candidats dans des domaines telles les finances et la gouvernance, il importe de recommander des personnes qui représentent les groupes linguistiques officiels, les régions, les différentes générations, les Peuples autochtones et la diversité culturelle du Canada. Ces recommandations doivent aussi tenir compte d'une juste représentation des deux sexes.

Le profil des compétences et des champs d'expertise est fourni au ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles lorsqu'un poste se libère.

Joseph L. Rotman (Toronto, Ontario) a été nommé président du conseil d'administration pour un mandat de cinq ans débutant le 30 juillet 2008. Simon Brault a été renommé vice-président pour un mandat de cinq ans débutant le 31 mars 2009. Luc LaRoche (Montréal, Québec) a été nommé membre pour un mandat de quatre ans débutant le 18 juin 2008; et Philip Ponting (Calgary, Alberta), pour un mandat de quatre ans débutant le 12 février 2009.

Au 31 mars 2009, il y avait une vacance.

#### Séance d'orientation des membres du conseil d'administration et formation continue

Les nouveaux membres du conseil d'administration reçoivent une séance d'orientation ainsi que des documents d'information et, lors de leur première réunion au conseil, ils assistent aux réunions de tous les comités. La documentation qui leur est fournie décrit le rôle du conseil d'administration, de ses comités et de ses membres, ainsi que les politiques et l'information relatives au Conseil des Arts et à sa gestion. Les nouveaux membres rencontrent aussi le groupe exécutif de gestion du Conseil pour discuter des fonctions et des activités clés de l'organisme.

En septembre 2008 et en mars 2009, des séances d'orientation avec la direction ont été organisées pour les nouveaux membres. En octobre 2008, plusieurs membres ont assisté à une séance d'information sur les responsabilités financières du conseil d'administration, donnée par le directeur des Finances et de l'administration.

En 2008-2009, trois membres du conseil d'administration ont assisté à deux cours sur la régie des sociétés d'État, organisés par l'École de la fonction publique du Canada : *Connaissances financières de base dans un contexte gouvernemental* et *Rôles et responsabilités des conseils d'administration et de leurs membres*.

#### Évaluation du rendement du conseil d'administration

Chaque année, sous la direction du comité de la régie, le conseil d'administration entreprend l'évaluation du rendement de tous ses membres et de tous ses comités. En juin 2008, le rapport sur leur évaluation annuelle a été remis au ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles.

#### Processus de nomination des cadres supérieurs

Un processus de recrutement et de dotation conforme aux pratiques et aux principes courants de dotation est en place afin de pourvoir tous les postes de cadres supérieurs. La dotation est effectuée par la Division des ressources humaines ou par une agence de recrutement de cadres. Les profils des postes sont révisés et mis à jour régulièrement, et les avis de postes vacants sont annoncés à l'échelle nationale et affichés sur le site web du Conseil pendant au moins un mois. Les comités de sélection et d'embauche sont formés d'experts ainsi que de représentants de la diversité culturelle du Canada.

En 2008-2009, un seul cadre supérieur a été nommé : Joanne Larocque-Poirier, chef des Prix et dotations (5 mai 2008).

#### Évaluation du rendement du chef de la direction

Le directeur du Conseil est le chef de la direction. Il est tenu de rendre compte de ses activités au Conseil d'administration; il exécute les politiques et directives du conseil; il assiste aux réunions

du conseil d'administration et à celles des comités du conseil; et il représente le Conseil des Arts, en personne ou par l'entremise d'un délégué, auprès des ministères, des agences gouvernementales et d'autres organismes. Il tient le conseil d'administration au courant des facteurs importants ayant une incidence sur la réalisation des objectifs stratégiques du Conseil

Le rendement du directeur est évalué tous les ans par le conseil d'administration, conformément au Programme de gestion du rendement des premiers dirigeants de sociétés du Bureau du Conseil privé. Le conseil d'administration communique ensuite les résultats de l'évaluation du rendement du directeur au ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles.

Communications avec le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, les parlementaires et les autres intervenants clés

Une saine régie nécessite transparence et responsabilisation. Il incombe au conseil d'administration de veiller à ce que le Conseil des Arts communique de façon efficace avec le ministre et les fonctionnaires du Patrimoine canadien, puisque le Conseil est redevable au Parlement par l'entremise de ce ministère. À titre de société d'État, le Conseil doit aussi communiquer efficacement et en temps opportun avec les parlementaires et les autres intervenants clés (le public, les différents ministères et la communauté artistique).

Parmi les différents documents remis par le Conseil au ministre du Patrimoine canadien, aux parlementaires et aux autres intervenants clés en 2008-2009 figurent le *Rapport annuel* et le *Plan d'entreprise* (sa version complète ou son sommaire). Ces rapports, ainsi qu'un aperçu des subventions accordées aux artistes et aux organismes artistiques (un survol national ainsi que des profils provinciaux et territoriaux), sont affichés sur le site web du Conseil ([www.conseildesarts.ca/aproposdenous](http://www.conseildesarts.ca/aproposdenous)).

Réunion publique annuelle

Le 10 décembre 2008, le Conseil a tenu sa première réunion publique annuelle, à Ottawa. Il y a alors présenté ses récentes activités et ses plans d'avenir et a recueilli les commentaires des participants

Mandats et composition des comités du conseil d'administration

Les comités du conseil d'administration améliorent l'efficacité générale du conseil parce qu'ils permettent à leurs membres une concentration, une surveillance et un encadrement accrus de certains secteurs d'activités précis. Le conseil d'administration compte cinq comités permanents : le comité exécutif, le comité de la vérification et des finances, le comité de la régie, le comité de sélection et le comité de placements. Les règlements administratifs définissent les rôles et les responsabilités de ces comités,

ainsi que les exigences qui leur sont imposées en matière de responsabilisation.

Comité exécutif

Le comité exécutif agit au nom du conseil d'administration entre les réunions du conseil (sauf en ce qui a trait aux règlements administratifs, aux politiques, aux budgets, aux états financiers, aux subventions et au rapport annuel). Il examine entre autres le rendement du directeur et des autres cadres supérieurs et en recommande l'approbation au conseil d'administration, et il examine le traitement et les avantages sociaux accordés au directeur

Composition (un poste vacant) : Joseph L. Rotman (président du comité) et Simon Brault.

Note : Aucune réunion du comité exécutif n'a eu lieu en 2008-2009, puisque le conseil d'administration a décidé d'attendre que soient comblés les deux postes vacants du conseil avant de nommer un troisième membre au comité exécutif.

Comité de la vérification et des finances

Le comité de la vérification et des finances suit de près les rendements financiers obtenus par le Conseil et veille à l'intégrité, à l'efficacité et à l'exactitude des rapports financiers, des systèmes de contrôles, des processus de gestion du risque et des fonctions de vérification du Conseil.

Composition : Simon Brault (président du comité), Jerry Mazerolle, Anna Porter, Joseph L. Rotman, et Jean Saucier.

En 2008-2009, le comité de la vérification et des finances a examiné les documents suivants :

- les états financiers trimestriels;
- le budget annuel proposé;
- la vérification diagnostique des états financiers, le plan de projet et le plan d'implantation des Normes internationales d'information financière (IFRS);
- le plan de vérification interne axé sur le risque;
- le rapport de vérification interne sur les contrôles de gestion de l'organisme;
- le plan annuel de vérification financière du Bureau du vérificateur général;
- le rapport sur l'examen spécial du vérificateur général.

Comité de la régie

Le comité de la régie voit à la mise en place de structures et de processus appropriés à la supervision et à la direction des activités

du Conseil, notamment en établissant des processus d'évaluation du rendement du conseil d'administration, en donnant des séances d'orientation aux nouveaux membres et en examinant régulièrement les règlements administratifs et le cadre de régie.

Composition : Barbara Burley (présidente du comité), Simon Brault, Susan Knight et Joseph L. Rotman (membre nommé d'office).

En 2008-2009, le comité de la régie a :

- entrepris une révision exhaustive de la politique de régie du Conseil, de ses règlements administratifs et du code de déontologie des membres du conseil d'administration;
- géré le processus d'évaluation du conseil d'administration;
- commencé à développer le portail web servant à gérer l'information du conseil d'administration;
- mis en œuvre un programme d'orientation des membres du conseil d'administration;
- mis à jour les profils d'emploi du président, du vice-président et du directeur, ainsi que le profil de compétences des membres du conseil d'administration;
- coordonné la planification de la première réunion publique annuelle du Conseil.

#### Comité de sélection

Le comité de sélection doit maintenir à jour une liste des critères recherchés pour les postes vacants du conseil d'administration afin que les membres, le président et le vice-président du conseil d'administration soient représentatifs des diverses communautés desservies par le Conseil.

Composition : Simon Brault (président du comité), Tom Hill, Anna Porter et Joseph L. Rotman.

En 2008-2009, le comité de sélection a :

- examiné le profil des compétences et des champs d'expertise pour deux des postes vacants au conseil d'administration et en a fait part au ministère du Patrimoine canadien. Le comité a recommandé que l'on accorde la priorité à une personne venant de l'Ouest, appartenant à la diversité culturelle, de sexe féminin et relevant des milieux de la danse et des arts médiatiques.

#### Comité de placements

Le comité de placements est chargé de surveiller le portefeuille de placements du Conseil et de fournir des conseils d'experts en la matière, dont la recommandation de politiques du conseil d'administration concernant les placements, l'embauche de ges-

tionnaires de fonds professionnels et la gestion des activités de ces gestionnaires.

Composition : Joseph L. Rotman, Anna Porter et les experts externes suivants (qui ne sont pas membres du conseil d'administration) : Tania Willumsen (présidente du comité), Henry W.C. Gibbs, Laurent Lapierre, Susan Luke Hill, John H. Matthews et William J. Smith.

En 2008-2009, le comité de placements a :

- suivi de près les placements du Conseil en cette période de fluctuations des marchés et a régulièrement tenu des réunions avec les gestionnaires de placements moins performants;
- examiné les catégories d'actif afin de s'assurer que les placements du Conseil sont adéquats.

#### Autres comités

Certains membres du conseil d'administration participent aussi à d'autres comités. Susan Knight est membre du comité exécutif de la Commission canadienne pour l'UNESCO et Luc LaRochelle siège à la Commission du droit de prêt public.

#### Rémunération des membres du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration reçoivent une indemnité annuelle et des honoraires calculés selon les barèmes recommandés par le gouvernement et approuvés par décret. Pour l'exercice de 2008-2009, le total des paiements versés aux membres du conseil d'administration s'établissait à 113 344 \$.

#### Rémunération des cadres supérieurs

En ce qui concerne la rémunération des membres du groupe exécutif de gestion, le Conseil des Arts a adopté des échelles salariales équivalant à celles établies par le gouvernement pour tous les postes de niveau EX de la fonction publique fédérale. En 2008-2009, les échelles salariales étaient de 197 800 \$ à 232 700 \$ pour le poste de directeur du Conseil, et de 98 000 \$ à 144 800 \$ pour ceux des cadres supérieurs.

Au 31 mars 2009, le groupe exécutif de gestion comprenait Robert Sirman, directeur (chef de la direction) du Conseil; Carol Bream, directrice des Communications; Michelle Chawla, secrétaire du Conseil et directrice des Initiatives stratégiques; Nicole Doucet, directrice des Disciplines artistiques; Manon Dugal, directrice des Ressources humaines; John Goldsmith, directeur des Relations avec les partenaires; William Stevenson, directeur des Finances et de l'Administration; et David Walden, secrétaire général de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

### Divulgence proactive

Les frais de voyage et d'hébergement des cadres supérieurs et du président sont affichés sur le site web du Conseil ([www.conseildesarts.ca/aproposdenous/](http://www.conseildesarts.ca/aproposdenous/)).

### Divulgence d'actes fautifs

Le Conseil des Arts a mis en application la *Politique sur la divulgation interne d'information concernant des actes fautifs dans le milieu de travail*, basée sur les exigences de la nouvelle *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*, qui s'applique à toute personne du secteur public fédéral, incluant les employés du Conseil des Arts et des autres sociétés d'État.

En 2008-2009, aucun acte fautif en milieu de travail n'a été rapporté.

### Registre des présences aux réunions du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration

Conseil / Comités	Conseil	Exécutif	Placements	Vérification et finances	Régie	Sélection
NOMBRE DE RÉUNIONS	6	0	4	5	4	2
J. L. Rotman, président*	4 de 4		1 de 3	3 de 3		0 de 1
S. Brault, vice-président	6			5	4	2
B. Burley	6				4	
T. Hill	6					2
L. LaRochelle*	4 de 5					
S. Knight	5 de 6				4	
J. Mazerolle**	6		1 de 1	5		
P. Ponting*	1 de 1					
A. Porter	5 de 6		3 de 4	5		2
J. Saucier**	4 de 6		1 de 1	3 de 5		

#### Notes :

- \* Le mandat de J. L. Rotman a pris effet le 30 juillet 2008. Le mandat de L. LaRochelle a pris effet le 18 juin 2008. Le mandat de P. Ponting a pris effet le 16 février 2009.
- \*\* J. Mazerolle a représenté A. Porter à la réunion du comité de placements du 28 mai 2008. J. Saucier a représenté J. L. Rotman à la réunion du comité de placements du 24 septembre 2008.

## Biographies des membres du conseil d'administration et du directeur du Conseil des Arts du Canada



**Joseph L. Rotman, président**  
Ontario

Joseph L. Rotman est actuellement président de Roy-L Capital Corporation, une société familiale de placement. Il a joué un rôle déterminant dans l'établissement d'un certain nombre d'entreprises privées et publiques, notamment la banque d'investissement canadienne Clairvest Group Inc., dont il est toujours membre du conseil d'administration. Officier de l'Ordre du Canada et fervent défenseur des arts, Joseph Rotman a apporté maintes contributions aux communautés des domaines de l'éducation, de la culture, de l'économie, de la santé et de la recherche. De nombreux organismes ont bénéficié de ses généreux leadership et soutien financier, notamment le Musée des beaux-arts de l'Ontario, le Baycrest Centre for Geriatric Care, les IRSC, le centre de la découverte MaRS, l'hôpital de Toronto et l'Université de Toronto. [Nommé le 30 juillet 2008]



**Tom Hill**  
Ontario

Conservateur, écrivain, historien de l'art, artiste et bénévole, Tom Hill a joué un rôle capital dans le développement des arts visuels autochtones. Premier conservateur d'art autochtone au Canada, il a dirigé, pendant plus de 20 ans, le musée du Woodland Cultural Centre, près de Brantford, en Ontario. En 2004, il a reçu un Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques pour sa contribution exceptionnelle aux arts visuels du Canada et un doctorat honorifique de l'Université Wilfrid Laurier. [Nommé de nouveau le 29 janvier 2008]



**Barbara Burley**  
Nouveau-Brunswick

Barbara Burley possède une expérience vaste et diversifiée de la gestion au sein du secteur public et dans le domaine du bénévolat. Elle a été sous-ministre adjointe au ministère des Services communautaires du gouvernement de la Nouvelle-Écosse jusqu'à sa retraite, en 2004. Elle a ensuite déménagé au Nouveau-Brunswick où elle s'est impliquée dans le milieu des arts en devenant vice-présidente du conseil d'administration du Sunbury Shores Art and Nature Centre, bénévole au Musée Ross de St. Andrews, organisatrice locale des Jeunesses Musicales du Nouveau-Brunswick, membre de la société municipale de fiducie vouée à la préservation du patrimoine loyaliste de St. Andrews et membre de la chorale The Shiretown Singers. [Nommée le 3 décembre 2007]



**Simon Brault, vice-président**  
Québec

Simon Brault est directeur général de l'École nationale de théâtre du Canada depuis 1997. Défenseur des arts depuis plusieurs années, il a notamment été instigateur des Journées de la culture (1997), chef de la délégation culturelle au Sommet de Montréal (2002) ainsi que maître d'œuvre et président du comité de pilotage de RV07 — Montréal, métropole culturelle (2007). Simon Brault est aussi membre fondateur et président de Culture Montréal. En 2008, il a reçu le Prix Keith-Kelly pour le leadership culturel de la Conférence canadienne des arts. Il est Officier de l'Ordre du Canada. [Nommé de nouveau le 31 mars 2009]



**Susan Mary (Dyer) Knight**  
Terre-Neuve-et-Labrador

Susan Mary Knight est chef de chorale, professeure de musique de réputation internationale et directrice artistique de Shallaway (anciennement la Newfoundland Symphony Youth Choir), chorale qu'elle a fondée en 1992. En 1994, elle a instauré le Festival 500, une biennale de chorales internationale à St. John's, qu'elle a lancée comme moyen d'affirmation culturelle et de renouveau économique pour sa province. Elle est membre de l'Ordre du Canada et de l'Order of Newfoundland and Labrador. [Nommée le 15 septembre 2006]



**Jean Saucier**  
Québec

Jean Saucier est conseiller en placements chez BMO Nesbitt Burns depuis 12 ans. Son engagement dans le domaine des arts remonte à 1995. Il a siégé aux conseils d'administration de la revue *Vie des Arts* (1995-2007) et du Musée d'art contemporain de Montréal (1999-2007), et il a été président de la Fondation du musée (1999-2006) et vice-président du Festival international des films sur l'art (2002-2007). [Nommé le 3 décembre 2007]





**Anna Porter**  
Ontario

Anna Porter possède une vaste expérience du milieu de l'édition. Elle a occupé plusieurs postes de direction au sein de maisons d'édition renommées avant de fonder Key Porter Books, dont elle a été présidente et directrice générale, ainsi qu'éditrice en chef jusqu'en 2006. Auteure primée, elle est Officier de l'Ordre du Canada et récipiendaire de l'Ordre de l'Ontario pour sa contribution à la promotion des auteurs canadiens sur le marché international. [Nommée le 29 janvier 2008]



**Luc LaRochelle**  
Québec

Luc LaRochelle est avocat-conseil au sein du cabinet d'avocats national Borden Ladner Gervais et il siège aux conseils d'administration de plusieurs sociétés. Il est, depuis de nombreuses années, un averse collectionneur d'art visuel, et sa collection est représentée dans la majorité des musées du Québec. Ancien membre du conseil d'administration de la revue *Vie des Arts* et de l'Association des collections d'entreprises du Québec, il a donné de nombreuses conférences sur le droit et les arts visuels. À titre d'écrivain, il a publié quatre livres, et ses nouvelles et ses poèmes ont été publiés dans des revues littéraires au Québec, en Ontario et en France. [Nommé le 18 juin 2008]



**Robert Sirman**  
directeur et chef de la direction

Avant son arrivée au Conseil des Arts, Robert Sirman a été conseiller en politique du premier ministre de la Culture de l'Ontario pendant 5 ans; directeur des opérations et directeur de la recherche et de la politique au Conseil des arts de l'Ontario pendant 10 ans; et co-directeur général de l'École nationale de ballet du Canada pendant 15 ans. Durant ses années à la direction de l'École de ballet, Robert Sirman a établi un programme de développement des investissements qui a permis de tripler la superficie de l'École et qui a remporté de nombreux prix nationaux et internationaux. Sous sa direction, le Conseil des Arts a entrepris le processus de planification stratégique le plus exhaustif de son histoire; s'est engagé, à la suite d'un examen d'un an de sa structure organisationnelle, dans une importante réorganisation interne; et a subi avec succès son premier examen spécial du Bureau du vérificateur général. [Nommé le 26 juin 2006]



**Jerry Mazerolle**  
Nouveau-Brunswick

Après avoir été directeur général de la Caisse populaire de Caraquet, Jerry Mazerolle a occupé différents postes au sein de la Fédération des caisses populaires acadiennes depuis 1982. Il a également exercé les fonctions de conseiller au sein du Conseil de la magistrature du Nouveau-Brunswick (1999-2006). Il est actuellement trésorier des Jeunesses musicales du Nouveau-Brunswick et siège au conseil d'administration de la radio communautaire Radio Péninsule (CKRO). [Nommé le 26 février 2008]



**Philip G. Ponting**  
Alberta

Menant une carrière en droit depuis 35 ans, Philip G. Ponting est actuellement associé principal au bureau de Calgary du cabinet McLennan Ross, où il pratique le droit administratif et, principalement, le droit du travail. Il a contribué aux arts de manière importante et il a siégé aux conseils d'administration de l'Edmonton Concert Hall Foundation et de l'Alberta Performing Arts Stabilization Fund, ainsi qu'aux conseils des gouverneurs du Banff Centre et de l'Edmonton Aviation Historical Society. Il a également fait partie de l'Edmonton Symphony Society de 1986 à 1996. [Nommé le 16 février 2009]

## La direction du Conseil des Arts (au 31 mars 2009)

### Bureau du directeur

**Robert Sirman,**  
directeur et chef de la direction\*

**John Goldsmith,**  
directeur, Relations avec les partenaires\*

**David Walden,**  
secrétaire général,  
Commission canadienne pour l'UNESCO\*

**Michelle Chawla,**  
secrétaire du Conseil et  
directrice des Initiatives stratégiques\*

### Initiatives stratégiques

**Alexis Andrew,**  
coordonnatrice par intérim,  
Partenariat et réseaux

**Sheila James,**  
coordonnatrice, Équité

**Claire McCaughey,**  
gestionnaire, Recherche

**Louise Profeit-LeBlanc,**  
coordonnatrice, Arts autochtones

### Disciplines artistiques

**Nicole Doucet,**  
directrice\*

**Carole Boucher,**  
chef par intérim, Lettres et éditions

**Youssef El-Jaï,**  
chef, Arts médiatiques

**Roger Gaudet,**  
chef, Théâtre

**Russell Kelley,**  
chef, Musique

**Kelly Langgard,**  
coordonnatrice, Promotion de la diffusion

**Michelle Legault,**  
secrétaire générale,  
Commission du droit de prêt public et  
chef par intérim des Services aux arts

**Claude Schryer,**  
coordonnateur, Inter-arts

**Doug Sigurdson,**  
chef par intérim, Arts visuels

**Anne Valois,**  
chef, Danse

### Communications

**Carol Bream,**  
directrice\*

**Victoria Henry,**  
directrice, Banque d'œuvres d'art

**Joanne Larocque-Poirier,**  
chef, Prix et dotations

**Kim Lymburner,**  
gestionnaire, Planification opérationnelle et  
sites web

**Terry O'Grady,**  
gestionnaire,  
Conception, rédaction et publications

**Grace Thrasher,**  
coordonnatrice de Promotion des arts et  
gestionnaire principale par intérim des  
Relations publiques et médiatiques

### Finances et administration

**William Stevenson,**  
directeur\*

**Carole Boileau,**  
chef, Finances

**Luc Charlebois,**  
chef, Planification financière

**Pierre Crispin,**  
gestionnaire, Services administratifs

**Daniel Plouffe,**  
chef, Service de gestion de l'information

### Ressources humaines

**Manon Dugal,**  
directrice\*

### \* Membres du groupe exécutif de gestion

Pour consulter la liste à jour du personnel, visiter le site  
web du Conseil.



## États financiers



Jana Sasaki, "Tabi" and "Socks" (diptyque), 2009, estampe.  
une des 55 œuvres d'artistes de la diversité culturelle acquises  
par la Banque d'œuvres d'art du Conseil. Photo : avec l'aimable  
permission de l'artiste

## Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

Les états financiers ci-joints du Conseil des Arts du Canada et toute l'information comprise dans le rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers ont été établis par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsque plusieurs méthodes comptables s'appliquaient, la direction a choisi celles qui lui semblaient les plus appropriées vu les circonstances. Les états financiers contiennent des montants fondés sur des estimations effectuées par la direction basées sur l'expérience et le jugement. La direction a déterminé ces montants de façon raisonnable pour que les états financiers donnent une image fidèle, à tous les égards importants. La direction a préparé l'information financière présentée dans le reste du rapport annuel et s'est assurée que cette information concorde avec celle que contiennent les états financiers.

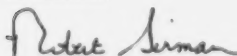
Le Conseil des Arts du Canada s'est doté de systèmes de contrôle interne comptable et administratif de qualité supérieure et dont le coût est raisonnable. Ces systèmes ont pour but de fournir une assurance raisonnable que l'information financière fournie est pertinente, fiable et exacte, et que les actifs de l'organisme sont comptabilisés et protégés adéquatement.

Les membres du conseil d'administration sont responsables de la gestion des opérations et des activités du Conseil des Arts du Canada et doivent notamment veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui a trait aux rapports financiers et aux contrôles internes. Ils confient cette tâche au comité de la vérification et des finances, composé de membres qui ne sont pas des employés du Conseil des Arts du Canada. Le comité de la vérification et des finances rencontre régulièrement les membres de la direction, les vérificateurs internes et la vérificatrice générale du Canada. Le comité soumet ses constatations à l'examen du conseil d'administration lorsque celui-ci approuve les états financiers.

Le vérificateur indépendant, soit la vérificatrice générale du Canada, vérifie les états financiers du Conseil des Arts du Canada, sur lesquels elle émet un rapport.

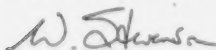
Le 29 mai 2009

Le directeur,



Robert Sirman

Le directeur, Finances et administration,



William Stevenson, CA



## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Conseil des Arts du Canada  
et au ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles

J'ai vérifié le bilan du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 2009 et les états des résultats, du résultat étendu, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conseil au 31 mars 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément aux dispositions pertinentes de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour la vérificatrice générale du Canada,

Sylvain Ricard, CA  
vérificateur général adjoint



Bilan  
au 31 mars

(en milliers de dollars)	2009	2008
<b>ACTIF</b>		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 829 \$	17 812 \$
Créances	1 296	1 419
Frais payés d'avance	605	530
Instruments financiers dérivés (note 7)	10	134
	11 740	19 895
Placements (note 8)	229 073	313 161
Oeuvres d'art et instruments de musique (note 9)	20 165	20 118
Autres immobilisations (note 10)	3 071	3 459
Total de l'actif	264 049 \$	356 633 \$
<b>PASSIF</b>		
À court terme		
Subventions à payer	30 387 \$	34 576 \$
Créditeurs et charges à payer	3 227	2 938
Instruments financiers dérivés (note 7)	96	5 506
Crédits parlementaires reportés	43	171
	33 753	43 191
Produits reportés	2 792	2 957
Avantages sociaux futurs (note 11)	2 124	1 945
Total du passif	38 669	48 093
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Surplus d'apport (note 12)	50 000	50 000
Bénéfices non répartis	13 317	13 796
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 13)	(24 847)	55 881
	(11 530)	69 677
Réserve découlant de la capitalisation des produits financiers	166 745	168 745
Réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique	20 165	20 118
	186 910	188 863
Total des capitaux propres	225 380	308 540
Total du passif et des capitaux propres	264 049 \$	356 633 \$

Obligations et engagements contractuels (note 17)

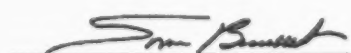
(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)

Pour le conseil d'administration :

Le président,



Le vice-président,



État des résultats  
Exercice se terminant le 31 mars

(en milliers de dollars)	2009	2008
<b>PRODUITS</b>		
Produits financiers nets (note 14)	5 398 \$	19 991 \$
Produits nets de la Banque d'œuvres d'art (note 15)	395	206
Autres produits	2 457	2 484
Total des produits	8 250	22 681
<b>CHARGES</b>		
Programmes		
Subventions (tableau 1)	158 186	164 632
Administration (tableau 2)	12 398	10 668
Services	5 404	4 600
	175 988	179 900
Commission canadienne pour l'UNESCO (note 15)	2 521	1 614
Administration générale (tableau 2)	14 403	13 997
Total des charges	192 912	195 511
Coût d'exploitation net avant le crédit parlementaire	184 662	172 830
Crédit parlementaire	182 242	182 507
Résultats nets de l'exercice	(2 420) \$	9 677 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)

État du résultat étendu  
Exercice se terminant le 31 mars

(en milliers de dollars)	2009	2008
Résultats nets de l'exercice	(2 420) \$	9 677 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Actifs financiers disponibles à la vente		
Pertes latentes sur les actifs financiers non affectés disponibles à la vente au cours de l'exercice	(58 167)	(40 065)
Reclassement à l'état des résultats des pertes (gains) réalisés au cours de l'exercice	811	(373)
Variation nette des pertes latentes liées aux actifs financiers disponibles à la vente	(57 356)	(40 438)
Apports affectés provenant de non-propriétaires		
Pertes latentes sur les apports de non-propriétaires au cours de l'exercice	(21 242)	(14 536)
Reclassement dans l'état des résultats des pertes réalisées au cours de l'exercice	401	221
Dons de non-propriétaires reçus au cours de l'exercice	-	1 137
Produits financiers nets attribués aux non-propriétaires au cours de l'exercice	537	4 884
Utilisation des fonds attribués aux non-propriétaires	(3 068)	(3 207)
Variation nette des pertes latentes liées aux apports provenant de non-propriétaires	(23 372)	(11 501)
Résultat étendu de l'exercice	(83 148) \$	(42 262) \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.)

État des variations des capitaux propres  
Exercice se terminant le 31 mars

(en milliers de dollars)	2009	2008
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Surplus d'apport (note 12)	50 000 \$	50 000 \$
Bénéfices non répartis		
Solde au début de l'exercice	13 796	15 517
Résultats nets de l'exercice	(2 420)	9 677
Somme affectée de (à) la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers au cours de l'exercice	2 000	(11 000)
Somme affectée à la réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique au cours de l'exercice	(59)	(398)
Solde à la fin de l'exercice	13 317	13 796
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 13)		
Gains latents nets (pertes latentes nettes) sur les actifs financiers disponibles à la vente		
Solde au début de l'exercice	(19 734)	20 704
Autres éléments du résultat étendu de l'exercice	(57 356)	(40 438)
Solde à la fin de l'exercice	(77 090)	(19 734)
Apports affectés provenant de non-propriétaires		
Solde au début de l'exercice	75 615	87 116
Autres éléments du résultat étendu de l'exercice	(23 372)	(11 501)
Solde à la fin de l'exercice	52 243	75 615
Total du cumul des autres éléments du résultat étendu	(24 847)	55 881
Total des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu	(11 530)	69 677
Réserves		
Réserve découlant de la capitalisation des produits financiers		
Solde au début de l'exercice	168 745	157 745
Somme affectée (aux) des bénéfices non répartis au cours de l'exercice	(2 000)	11 000
Solde à la fin de l'exercice	166 745	168 745
Réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique		
Solde au début de l'exercice	20 118	19 747
Cessions nettes au cours de l'exercice	(12)	(27)
Somme affectée des bénéfices non répartis au cours de l'exercice	59	398
Solde à la fin de l'exercice	20 165	20 118
Total des réserves	186 910	188 863
Solde des capitaux propres à la fin de l'exercice	225 380 \$	308 540 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.)

# État des flux de trésorerie

Exercice se terminant le 31 mars

(en milliers de dollars)	2009	2008
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Résultats nets de l'exercice	(2 420) \$	9 677 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Produits tirés des apports de non-proPRIÉTAIRES capitalisées	(2 531)	1 677
Amortissement – autres immobilisations	899	866
Amortissement – autres immobilisations – Banque d'œuvres d'art	149	134
Avantages sociaux futurs	179	211
	(3 724)	12 565
<b>Variation des éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation (note 16)</b>	<b>(9 431)</b>	<b>(516)</b>
(Sorties) rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	(13 155)	12 049
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Apports reçus de non-proPRIÉTAIRES	-	1 137
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Achat de placements	(55 664)	(47 416)
Vente et échéance de placements	61 555	23 623
Acquisition d'autres immobilisations, d'œuvres d'art et d'instruments de musique	(719)	(1 128)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	5 172	(24 921)
<b>Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(7 983)</b>	<b>(11 735)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>17 812</b>	<b>29 547</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>9 829 \$</b>	<b>17 812 \$</b>
Représentés par :		
Équivalents de trésorerie (note 6)	12 203 \$	21 245 \$
Découvert bancaire	(2 374)	(3 433)
	9 829 \$	17 812 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.)

31 mars 2009

## 1. Pouvoirs, activités et objectifs

Le Conseil des Arts du Canada (le « Conseil »), constitué en 1957 par la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, qui a été modifiée en 2001 par le projet de loi C-40, n'est pas mandataire de Sa Majesté et est considéré comme un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En vertu de l'article 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Conseil n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, sauf pour le sous-article 105(2) et les articles 113.1 et 119 de la section II, les articles 131 à 148 de la section III et l'article 154.01 de la section IV. Le Conseil est une société d'État qui a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Le Conseil réalise ses objectifs principalement par l'entremise des programmes de subventions qui s'adressent aux artistes professionnels et organismes artistiques canadiens. Le Conseil encourt des charges d'administration et de services dans la prestation de ses programmes. Les charges d'administration, qui sont détaillées au tableau 2, représentent les coûts directs de la prestation des programmes. Les charges de services relatifs aux programmes représentent principalement les coûts liés à l'attribution des subventions du Conseil. Les charges d'administration générale représentent les coûts liés à la gestion d'entreprise, aux communications, aux ressources humaines, à la gestion de l'information, aux finances, aux locaux et à l'amortissement.

La *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* assigne au Conseil les fonctions et tâches relatives à la Commission canadienne pour l'UNESCO (la « Commission »). La Commission conseille le gouvernement canadien sur ses relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La Commission favorise aussi la coopération entre les organismes canadiens de la société civile et l'UNESCO.

## 2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le 1<sup>er</sup> avril 2008, le Conseil a adopté les nouvelles normes pour les informations à fournir concernant le capital et les instruments financiers, tel qu'expliqué à la note 3. Voici les principales conventions comptables suivies par le Conseil :

### a) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux PCGR du Canada, le Conseil doit faire des estimations et poser des

hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les passifs liés au personnel, les produits financiers à recevoir, la durée de vie utile estimative des immobilisations et la juste valeur des instruments financiers. Les montants réels pourraient différer des estimations.

### b) Instruments financiers

Tous les instruments financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Le tableau suivant identifie les actifs et les passifs financiers du Conseil et précise comment ils sont classés et évalués subséquentement.

Actif ou passif financier	Classement	Évaluation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur
Créances	Prêts et créances	Coût après amortissement
Placements	Disponibles à la vente	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur
Subventions à payer	Autres passifs	Coût après amortissement
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement

### c) Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie correspondent à des placements à court terme hautement liquides prêts à être convertis en des montants d'espèces connus, qui sont assujétiés à un faible risque de variation de la juste valeur. Les équivalents de trésorerie au bilan du Conseil sont composés de parts détenues dans un fonds commun à court terme. Les produits financiers distribués sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice et sont constatés dans l'état des résultats sous la rubrique des produits financiers nets dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

### d) Instruments financiers dérivés

Le Conseil n'applique pas la comptabilité de couverture pour ses dérivés. Chaque dérivé est comptabilisé au bilan à sa juste valeur. Les dérivés avec une valeur positive (négative) sont inscrits comme un élément d'actif (de passif). Toutes les variations de la juste valeur des dérivés sont constatées à l'état des résultats dans les produits financiers nets au cours de l'exercice où elles surviennent.



#### e) Placements

La variation de la juste valeur des placements est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que le placement soit décomptabilisé, ou bien jusqu'à ce qu'une perte soit considérée comme durable, auquel moment la perte ou le gain cumulatif déjà constaté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est comptabilisé dans les produits financiers nets de l'exercice selon la méthode du coût moyen. Les placements peuvent être vendus par suite de changements des besoins de trésorerie du Conseil et pour rééquilibrer la composition de l'actif en regard des indices de référence énoncés dans la politique de placement de l'organisme. Les achats de placements sont inscrits à la date de règlement. Tous les produits financiers sont comptabilisés dans l'état des résultats sous produits financiers nets. Tous les frais de gestion payés durant l'exercice sont passés en charges.

#### f) Autres immobilisations, œuvres d'art et instruments de musique

Le matériel et les améliorations locatives sont inscrits au prix coûtant, net de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, pendant la durée utile estimative de l'actif comme suit :

Matériel de bureau	5 ans
Améliorations locatives	Durée restante du bail

Les acquisitions d'œuvres d'art et d'instruments de musique sont inscrites à l'actif au prix coûtant. Les dons d'œuvres d'art et d'instruments de musique sont inscrits à leur juste valeur. Aucun amortissement n'est enregistré pour ces actifs.

#### g) Avantages sociaux futurs

##### i) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conditions d'emploi et la convention collective. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. Le passif est fondé sur les meilleures estimations et hypothèses de la direction et il est calculé en fonction des salaires des employés et le nombre d'années de service au 31 mars. Dans le cas d'employés âgés de 50 ans ou plus, qui ont au moins une année de service, une semaine de salaire est calculée par année de service continu jusqu'à un maximum de 28 semaines. Dans le cas d'employés âgés de moins de 50 ans, qui ont au moins une année de service, une demi-semaine de salaire est calculée par année de service continu jusqu'à un maximum de 26 semaines. Les employés nommés pour une période déterminée, qui ont douze mois consécutifs de service continu, sont admissibles à soit deux jours de paie pour

chaque année de service continu ou cinq jours de paie, à savoir le plus grand des deux. Ces indemnités constituent pour le Conseil la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements futurs.

##### ii) Prestations de retraite

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur représentent le coût complet pour le Conseil. Ce montant est équivalent à un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations sont imputées à l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble des obligations en matière de prestations de retraite du Conseil. Le Conseil n'est pas tenu à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

#### h) Réserves

##### i) Réserve découlant de la capitalisation des produits financiers

Cette réserve correspond à la somme des produits financiers excédentaires depuis la fondation du Conseil en 1957. Lorsque les produits financiers sont supérieurs à ceux prévus au budget au cours d'un exercice, l'excédent peut être viré des bénéfices non répartis à la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers. Dans les exercices au cours desquels les produits financiers sont moindres que ceux prévus au budget, le manque à gagner peut être viré de la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers aux bénéfices non répartis. Ces virements sont approuvés par le conseil d'administration.

##### ii) Réserve pour l'investissement dans les œuvres d'art et des instruments de musique

Cette réserve correspond à un virement des bénéfices non répartis à la réserve d'un montant équivalent au coût des œuvres d'art ou des instruments de musique acquis par le Conseil, ou bien à la valeur d'expertise des œuvres d'art ou des instruments de musique qui lui ont été donnés au cours de l'exercice.

#### i) Constatation des produits

##### i) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est constaté à titre de produit de l'exercice pour lequel il est approuvé par le Parlement. Les crédits parlementaires reçus pour des projets précis sont reportés et enregistrés dans l'exercice au cours duquel les

charges sont engagées. Les crédits parlementaires sont principalement utilisés pour l'exploitation.

ii) Apports

Le Conseil reçoit des apports de non-propriétaires qui sont grevés d'affectations d'origine externe à des fins précises par les donateurs.

Les apports de non-propriétaires et les produits financiers connexes grevés d'affectations d'origine externe, y compris les gains et pertes latents et réalisés, sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu. Le cumul des apports affectés provenant des non-propriétaires est réduit et un montant est inscrit à titre de produit à l'état des résultats une fois que les charges connexes sont engagées.

Les apports non-affectés provenant de non-propriétaires sont constatés à titre d'autres produits dans l'exercice au cours duquel ils sont reçus ou dans l'exercice au cours duquel les fonds sont engagés pour le Conseil, si le montant peut être raisonnablement estimé et si leur perception est raisonnablement assurée.

Les apports en nature sont inscrits à leur juste valeur lorsqu'ils sont reçus.

iii) Produits de location de la Banque d'œuvres d'art

Les produits de location d'œuvres d'art sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus et sont inclus dans les produits nets de la Banque d'œuvres d'art.

iv) Autres produits

Les autres produits sont principalement composés de subventions annulées durant l'exercice courant et qui avaient été approuvées dans les exercices antérieurs.

j) Subventions

Les subventions sont passées en charges de l'exercice pour lequel elles ont été approuvées par le conseil d'administration.

k) Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires sont convertis aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice. Tous les gains et les pertes de change sont pris en compte dans le calcul des résultats nets de l'exercice, à l'exception des placements disponibles à la vente pour lesquels les gains et pertes de change latents sont

inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit vendu ou subisse une perte considérée durable.

l) Contrats de location-exploitation

Le Conseil s'engage dans des contrats de location-exploitation pour ses locaux. Les incitatifs à la location sont enregistrés en réduction de la charge pour locaux selon la méthode linéaire pendant la durée du bail.

m) Modifications comptables à venir

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que le passage des PCGR du Canada aux normes internationales d'information financières (IFRS) aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour toutes les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes. Certaines normes déjà harmonisées avec les normes internationales seront mises en application au Canada durant la phase de transition. Les autres normes seront adoptées à la date de transition. Le Conseil a complété une analyse initiale identifiant les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada. Le Conseil poursuit son analyse des impacts des IFRS sur les informations financières, lesquels ne peuvent être raisonnablement estimés présentement.

3. Adoption de nouvelles méthodes comptables

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2008, le Conseil a adopté les nouvelles normes pour la fourniture d'informations et de présentation conformément aux divers chapitres du *Manuel de l'ICCA*, notamment le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir » et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Le chapitre 1535 établit des normes pour la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le but est de permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital du Conseil. Veuillez vous référer à la note 4 pour les informations fournies concernant le capital du Conseil.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation » en apportant des améliorations aux exigences de présentation pour les instruments financiers tout en conservant les exigences de présentation. Ces nouveaux chapitres rehaussent la divulgation d'informations quant à la nature et l'étendue des risques provenant des instruments financiers ainsi que la façon dont le Conseil gère ces risques. Veuillez vous référer à la note 5 pour les informations fournies au sujet des instruments financiers détenus par le Conseil.

#### 4. Gestion du capital

Le capital du Conseil englobe les apports affectés provenant de non-propriétaires, le surplus d'apport (voir note 12), la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers (voir note 2 (h)i), la réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique (voir note 2 (h)ii) et les bénéfices non répartis.

L'objectif du Conseil en matière de gestion du capital est de préserver la capacité du Conseil à continuer de remplir son mandat (comme le décrit la note 1). Dans le but de respecter ses objectifs de gestion du capital, le Conseil investit dans un portefeuille diversifié.

##### Apports affectés provenant de non-propriétaires

Les apports de non-propriétaires englobent les apports reçus sous forme de legs et de dons qui ont été grevés d'affectations à des fins déterminées par les donateurs, la quote-part des gains et pertes latents ou constatés sur les placements connexes et les produits grevés d'affectations non dépensés touchés sur les placements connexes.

Le capital initial des apports de non-propriétaires reçus jusqu'au 31 mars 2009 est de 37 471 000 \$ (2008 – 37 471 000 \$). Chaque apport reçu est compris dans le portefeuille du Conseil, et une quote-part de l'apport est calculée selon la juste valeur du portefeuille au moment où l'apport a été reçu. Le Conseil gère les fonds comme il est stipulé dans l'acte de fiducie. Le Conseil a respecté les exigences de ces apports externes.

#### 5. Instruments financiers

##### a) Sommaire des instruments financiers

Au 31 mars 2009, le classement des instruments financiers du Conseil, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, se présentaient comme suit :

Actifs et passifs financiers	Classement	2009 Valeur comptable et juste valeur (\$)	2008 Valeur comptable et juste valeur (\$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie <sup>1</sup>	Détenus à des fins de transaction	9 829	17 812
Créances <sup>1</sup>	Prêts et créances	1 296	1 419
Instruments financiers dérivés <sup>2</sup>	Détenus à des fins de transaction	(86)	(5 372)
Placements <sup>3</sup>	Disponibles à la vente	229 073	313 161
Subventions à payer <sup>1</sup>	Autres passifs	30 387	34 576
Créditeurs et charges à payer <sup>1</sup>	Autres passifs	3 227	2 938

<sup>1</sup> La valeur comptable de ces instruments financiers se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

<sup>2</sup> La juste valeur des instruments financiers dérivés est calculée à partir de taux observables et justifiables sur le marché, y compris le cours du change au comptant et le cours du change à terme en vigueur à la clôture de l'exercice (voir note 7).

<sup>3</sup> La juste valeur des placements est établie comme suit : Les placements dans des fonds communs sont évalués à la valeur unitaire fournie par les gestionnaires du fonds commun, laquelle correspond à la quote-part du Conseil des actifs nets sous-jacents évalués à leur juste valeur, établie au moyen des cours de clôture du marché.

La juste valeur des placements immobiliers est fournie par les gestionnaires et est établie au moyen d'évaluations annuelles indépendantes et vérifiées.

La juste valeur des placements dans les infrastructures est fournie par les gestionnaires et est établie au moyen d'évaluations internes vérifiées qui sont revues annuellement par les vérificateurs externes des gestionnaires lors de la vérification du fonds à la fin de l'exercice.

Le détail des justes valeurs des placements est présenté à la note 8.

##### b) Gestion des risques

Le Conseil est exposé à une variété de risques financiers en raison de ses activités. Ces risques comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (risque de prix, risque de taux d'intérêt et risque de change). L'objectif à long terme de la politique de placement du Conseil consiste à générer des rendements réels sur le long terme, afin d'apporter un complément pour couvrir les coûts de l'administration des divers programmes, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de dotation. Cette politique permet le recours à certains instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques, le Conseil investit dans un portefeuille diversifié qui est administré par des gestionnaires de placements professionnels. Les placements sont orientés par un « Énoncé de la Politique de placement et des objectifs de rendement », qui est approuvé par le conseil d'administration et passé en revue chaque année. Au fil de l'évolution des marchés, le comité de placements recommande des ajustements à la composition de l'actif afin de réduire le risque global du portefeuille au minimum. Pour la gestion et le suivi de son portefeuille, le Conseil est assisté d'un comité de placements formé d'experts indépendants possédant une expérience du domaine des placements et des catégories d'actifs dans lesquelles les placements sont effectués. En outre, le Conseil a recours aux services d'un conseiller en placements indépendant ayant pour fonction d'épauler le comité de placements dans ses activités.

##### i) Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles, ce qui entraînerait des pertes financières pour le Conseil.

À la date du bilan, les actifs financiers exposés au risque de crédit comprennent les placements, les créances et les instruments financiers dérivés. La valeur comptable de ces actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit à la date du bilan.

Par l'entremise de ses placements dans des parts de fonds communs d'actions, de fonds d'obligations et de fonds alternatifs, et dans des parts de sociétés en commandite de quatre fonds immobiliers et d'un fonds d'infrastructure, le Conseil est exposé indirectement au risque de crédit des placements sous-jacents de ces fonds. Ces risques sont gérés par les gestionnaires de placements. Leurs objectifs consistent à investir dans des instruments financiers de haute qualité émis par des contreparties solvables, en limitant le montant pouvant être placé auprès d'une seule contrepartie et en respectant les plafonds établis par la politique de placement du Conseil.

La majorité des créances du Conseil sont exigibles du gouvernement du Canada et, à ce titre, comportent un risque de crédit faible. Le Conseil atténue le risque de crédit au moyen d'un suivi des soldes non remboursés. Au 31 mars 2009, il n'y avait pas de montants en souffrance importants.

Le Conseil gère son risque de crédit sur les instruments financiers dérivés en ne traitant qu'avec des contreparties solvables qui ont obtenu, auprès d'agences de notation externes, deux des trois cotes de crédit suivantes : A3 de Moody's, A- de Standard & Poor's ou A- de Fitch/IBCA.

#### ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Conseil ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières lorsque celles-ci viennent à échéance.

Le Conseil tire principalement ses revenus des crédits parlementaires du gouvernement du Canada. Ces produits sont investis temporairement dans le fonds commun à court terme jusqu'à ce que l'on en ait besoin. De plus, s'il y a lieu, le Conseil peut retirer du portefeuille de placement des sommes allant jusqu'à 4,5 % de la moyenne de la valeur marchande du portefeuille pour les trois années précédentes, en fonction des soldes constatés le 30 septembre.

Les objectifs du Conseil par rapport à sa gestion des liquidités sont de s'assurer que la valeur en capital de ses fonds communs à court terme est conservée, que les placements sont suffisamment liquides et que les produits financiers sont distribués en espèces lorsque cela est possible.

Les liquidités disponibles à partir des fonds à court terme et des placements assurent que le Conseil est en mesure d'honorer ses obligations et ses engagements. La majorité du portefeuille peut être racheté dans un délai de trois jours. De plus, les catégories de placement autorisées sont régies par des politiques de placement à court terme et à long terme approuvées par le conseil d'administration, de

manière à faire en sorte que le risque de liquidité soit réduit au minimum.

Pour des informations sur les obligations et les engagements contractuels du Conseil au 31 mars 2009, veuillez vous reporter à la note 17.

#### iii) Risques de marché

Les activités du Conseil sont principalement exposées au risque de prix, au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

Les gestionnaires de placements ont comme directives de gérer au quotidien les risques de marché du Conseil conformément aux politiques du Conseil. Le positionnement global du Conseil sur les marchés fait l'objet d'un suivi trimestriel par le conseil d'administration et le comité des placements.

##### Risque de prix

Le risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des fluctuations des prix du marché (autres que celles résultant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces fluctuations soient causées par des facteurs propres à cet instrument financier ou à son émetteur, ou des facteurs qui influent sur des instruments financiers similaires négociés sur le marché.

Le Conseil est exposé au risque de prix du marché en raison de ses placements dans des parts de fonds communs d'actions et de fonds alternatifs, et dans des parts de sociétés en commandite de quatre fonds immobiliers et d'un fonds d'infrastructure.

##### Sensibilité aux prix

On décrit ci-après la sensibilité du portefeuille du Conseil à une diminution ou à une augmentation de 10,1 % dans les prix du marché, où 10,1 % correspond au taux de sensibilité utilisé pour communiquer un risque de prix au personnel de gestion clé à l'échelle interne et représente l'évaluation de la direction d'une fluctuation des prix du marché raisonnablement probable. Le taux de sensibilité est établi au moyen d'un écart-type de référence historique du fonds total, tel qu'il est déterminé par le conseiller en placements.

Au 31 mars 2009, si les prix du marché avaient connu une augmentation ou une diminution de 10,1 % alors que toutes les autres variables étaient demeurées constantes, l'augmentation ou la diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice aurait été de 24 046 000 \$ en raison de l'augmentation ou de la diminution de la juste valeur des actifs disponibles à la vente.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des fluctuations des taux d'intérêt du marché.

L'exposition au taux d'intérêt du Conseil découle de ses actifs portant intérêt. Les liquidités du Conseil comprennent les montants en dépôt auprès d'une institution financière qui rapportent de l'intérêt aux taux du marché. L'objectif du Conseil est de gérer l'exposition de sa trésorerie au risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés par les fonds excédentaires tout en conservant les liquidités minimales nécessaires à la bonne marche de ses activités quotidiennes. Les fluctuations de taux d'intérêt du marché s'appliquant aux liquidités n'ont pas d'effet important sur les résultats d'exploitation du Conseil.

Les placements du Conseil dans les fonds communs à court terme, le fonds commun d'obligations et les fonds alternatifs sont indirectement touchés par les fluctuations de leur juste valeur attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. L'incidence des fluctuations ne peut pas être évaluée étant donné que le Conseil détient des parts des fonds communs et non les actifs sous-jacents.

## Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des fluctuations des taux de change.

À la date du bilan, les seuls instruments financiers monétaires détenus par le Conseil et étant exposés à la monnaie étrangère sont les dérivés au montant de 10 000 \$ (2008 – 134 000 \$) et un solde de 136 000 \$US (2008 – 38 000 \$US) dans l'encaisse avec les placements. Étant donné la valeur de l'exposition à la monnaie étrangère en comparaison avec les actifs totaux du Conseil, le risque de change n'est pas considéré important.

## 6. Équivalents de trésorerie

Le Conseil investit dans un fonds commun à court terme géré par Gestion de Placements TD inc. Ce fonds investit principalement dans des instruments de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada.

Ce fonds commun sert à placer à court terme les excédents de flux monétaires quotidiens du Conseil. Celui-ci avait un solde au 31 mars de 8 199 000 \$ (2008 – 17 585 000 \$). Le rendement de ce fonds s'est établi à 2,4 % pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 (4,8 % en 2008 avec State Street Global Advisors) et la durée moyenne pondérée était de 51 jours (53 jours en 2008 avec State Street Global Advisors).

## 7. Instruments financiers dérivés

L'utilisation d'instruments financiers dérivés s'est limitée à des contrats de change à terme. Le Conseil utilise actuellement des contrats de change à terme, qui représentent des engagements d'achat ou de vente de devises dont le règlement doit se faire à une date ultérieure précise et à un taux fixe, pour gérer son risque de change. Ces contrats sont normalement pour une durée d'un mois.

Au cours de l'exercice, le Conseil a conclu des contrats de change à terme afin de gérer la moitié de son risque de change sur la tranche non libellée en dollars canadiens de son portefeuille, à l'exception de la composante des marchés émergents, laquelle n'a pas été couverte et représente environ 3,2 % du portefeuille.

Les contrats de change à terme ont des montants nominaux qui servent de points de référence pour le calcul des paiements et ne représentent pas les montants échangés. Ces montants ne sont pas inscrits au bilan puisqu'ils ne représentent pas leur juste valeur. Au 31 mars 2009, le Conseil détenait des contrats de change à terme avec un montant nominal de 62,6 millions de dollars (2008 – 84,4 millions de dollars) et une date de règlement du 5 mai 2009.

Devise	Taux de change à terme	Montant nominal <sup>1</sup>
Dollar américain	0,795	35 399 000 \$
Euro	0,599	11 918 000
Yen japonais	78,493	6 432 000
Livre sterling	0,555	4 981 000
Autres	2,355	3 847 000

<sup>1</sup> Tel que stipulé dans la stratégie de couverture du Conseil, le montant nominal représente 50 % de l'exposition du Conseil à ces devises.

La juste valeur des contrats de change à terme en vigueur représente un actif de 10 000 \$ (2008 – 134 000 \$) et reflète la juste valeur du gain potentiel si leur règlement prenait place 31 mars 2009. Les dérivés classés au passif représentent une perte de change latente de 96 000 \$ (2008 – 5 506 000 \$) sur les contrats de change à terme échus au 31 mars 2009, mais dont la date de règlement est le 2 avril 2009. Le tout résulte en une perte de change nette de l'exercice de 5 471 000 \$ (2008 – 498 000 \$).



## 8. Placements

(en milliers de dollars)

	2009					2008		
	Prix coûtant	Pertes latentes	Gains latents	Juste valeur	%	Prix coûtant	Juste valeur	%
<b>Dotation du Conseil des Arts du Canada et fonds spéciaux</b>								
Fonds communs :								
Actions	164 882 \$	79 483 \$	- \$	85 399 \$	46,8	164 125 \$	144 427 \$	57,9
Obligations	52 180	2 371	-	49 809	27,3	57 398	55 745	22,4
Alternatifs	26 622	699	89	26 012	14,3	26 622	26 461	10,6
Marché monétaire	8 946	-	-	8 946	4,9	16 820	16 820	6,8
Immobilier	10 311	2 094	768	8 985	4,9	4 094	4 094	1,6
Infrastructure	3 257	-	72	3 329	1,8	1 793	1 793	0,7
	266 198	84 647	929	182 480	100,0	270 852	249 340	100,0
<b>Fonds Killam</b>								
Fonds communs :								
Actions	44 228	22 156	-	22 072	47,4	44 075	37 301	58,5
Obligations	13 182	615	-	12 567	27,0	14 750	14 307	22,4
Alternatifs	6 831	178	23	6 676	14,3	6 831	6 787	10,6
Marché monétaire	1 942	-	-	1 942	4,2	3 832	3 832	6,0
Immobilier	2 647	539	192	2 300	4,9	1 036	1 036	1,6
Infrastructure	1 013	-	23	1 036	2,2	558	558	0,9
	69 843	23 488	238	46 593	100,0	71 082	63 821	100,0
Total des placements	336 041 \$	108 135 \$	1 167 \$	229 073 \$		341 934 \$	313 161 \$	

Les pertes latentes sur les placements sont principalement imputables à la fluctuation des prix sur le marché, aux variations de change ou aux premières années de la phase de démarrage dans le cas de certains placements. Au 31 mars 2009, le Conseil juge que la perte de valeur de ces placements n'est pas durable.

Les objectifs à long terme de la dotation du Conseil et des fonds spéciaux et des fonds Killam consistent à générer des rendements réels sur le long terme afin de soutenir les coûts liés à l'administration des divers programmes, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de la dotation.

Le Conseil investit dans des parts de fonds communs d'actions, d'obligations et de fonds alternatifs, et dans des parts de sociétés en commandite dans quatre fonds de placements immobiliers et un fonds d'infrastructure. Les catégories de placement autorisées ainsi que la composition du portefeuille sont régies par une politique de placement approuvée par le conseil d'administration. Les fonds communs sont gérés par des gestionnaires de placements professionnels.

Le Conseil administre son portefeuille selon les indices de référence approuvés par le conseil d'administration, en mars 2008. Ce faisant, la composition des catégories d'actif peut varier selon un minimum et un maximum.

Catégories d'actif	Valeur marchande actuelle	Minimum	Indice de référence	Maximum
Actions	46,9 %	50 %	61 %	70 %
Obligations	27,2 %	10 %	20 %	25 %
Alternatifs	14,3 %	5 %	10 %	15 %
Immobilier	4,9 %	0 %	4 %	6 %
Infrastructure	1,9 %	0 %	5 %	7 %
Marché monétaire	4,8 %	0 %	0 %	15 %

La non-conformité aux indices de référence est attribuable à la mauvaise performance du portefeuille d'actions. L'« Énoncé de la Politique de placement et des objectifs de rendement » du Conseil accorde une période de grâce de six mois pour permettre de rebalancer les catégories d'actif aux indices de référence. Le Conseil a décidé de ne pas rebalancer ses actifs à l'heure actuelle, dû à l'impact négatif de la baisse économique sur la juste valeur des placements.

Le marché monétaire inclut des fonds communs à court terme utilisés pour financer les engagements futurs du Conseil dans les unités de fonds commun d'immobilier et d'infrastructure. Ce fonds avait un solde au 31 mars 2009 de 10 888 000 \$ (2008 – 20 652 000 \$). Le rendement pour ce fonds s'est établi à 2,4 % (2008 – 3,3 % avec State Street Global Advisors) et, au 31 mars 2009, la durée moyenne pondérée était de 51 jours (2008 – 53 jours avec State Street Global Advisors).

Les placements dans les fonds communs d'actions comprennent des parts dans deux fonds communs. Ces fonds communs investissent dans des titres sur le marché international. Les titres internationaux sont évalués en regard des rendements de l'indice Morgan Stanley Capital International World Hedge. Les placements dans le fonds commun d'obligations comportent des obligations du gouvernement canadien et de sociétés qui ont une cote de crédit minimum de BBB ou l'équivalent établie par une agence reconnue de notation. Le fonds d'obligations a pour objectif de reproduire les rendements de l'indice obligataire universel DEX. Les placements dans les fonds communs alternatifs comprennent des parts dans deux fonds alternatifs avec un éventail varié de diverses catégories d'actif sur le marché international. Ces placements sont évalués en regard des rendements de l'indice des bons du Trésor à 91 jours Scotia Capitaux majoré de 20 %. Les actifs inclus dans les fonds immobiliers sont évalués en regard des rendements de l'indice Investment Property Databank pour les gestionnaires canadiens et le National Council of Real Estate Investment Fiduciaries (NCREIF) pour le gestionnaire américain. Le fonds d'infrastructure comprend un portefeuille de placements diversifiés dans les infrastructures. Ces placements sont évalués en regard de l'indice des prix à la consommation majoré de 4,5 %.

#### 9. Œuvres d'art et instruments de musique

(en milliers de dollars)	2009	2008
Œuvres d'art	18 617 \$	18 570 \$
Instruments de musique	1 548	1 548
	20 165 \$	20 118 \$

La Banque d'œuvres d'art du Conseil possède le plus grand nombre d'œuvres d'art contemporain canadiennes au Canada, soit près de 17 300 peintures, sculptures, dessins, photographies et estampes, réalisés par plus de 3 025 artistes. La Banque loue ces œuvres d'art à des parties intéressées; actuellement, environ 6 400 (2008 – 6 700) œuvres sont louées à des ministères et organismes fédéraux, des associations, des hôpitaux, des écoles, des municipalités et des entreprises privées.

Le Conseil a créé la Banque d'instruments de musique en 1985; celle-ci possède actuellement un archet de violoncelle et cinq instruments de qualité. Le Conseil gère en outre le prêt de huit instruments de musique, dont sept prêtés par un bienfaiteur anonyme et un prêté par un autre bienfaiteur jusqu'en août 2009.

Des ententes sont signées avec les organisations qui louent les œuvres d'art et avec les personnes auxquelles les instruments sont prêtés. Ces ententes comprennent des clauses qui stipulent de quelle façon les œuvres d'art et les instruments doivent être manipulés afin d'assurer leur protection. Le Conseil assure les œuvres d'art et les instruments de musique à leur juste valeur.

#### 10. Autres immobilisations

(en milliers de dollars)	2009		2008	
	Prix coûtant	Amor- tissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel de bureau	6 048 \$	5 042 \$	1 006 \$	925 \$
Améliorations locatives	5 340	3 275	2 065	2 534
	11 388 \$	8 317 \$	3 071 \$	3 459 \$

#### 11. Avantages sociaux futurs

##### i) Indemnités de départ

Le Conseil verse des indemnités de départ à ses employés, fondées sur les années de service et le salaire en fin d'emploi. Étant un régime sans capitalisation, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Ces indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs ou autres sources de produits. L'information sur ce régime se détaille comme suit au 31 mars :

(en milliers de dollars)	2009	2008
Obligation au titre des indemnités constituées		
au début de l'exercice	1 945 \$	1 734 \$
Coût de l'exercice	290	309
Indemnités versées au cours de l'exercice	(111)	(98)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	2 124 \$	1 945 \$

##### ii) Prestations de retraite

Le Conseil et tous les employés admissibles cotisent au Régime de retraite de la fonction publique. Ce régime offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière. Ces prestations sont entièrement indexées selon la hausse de l'indice des prix à la consommation. Le Conseil et ses employés ont versé les cotisations suivantes au Régime de retraite de la fonction publique :

(en milliers de dollars)	2009	2008
Cotisations patronales	1 882 \$	1 730 \$
Cotisations salariales	924	795

#### 12. Surplus d'apport

Le surplus d'apport correspond à l'apport initial du gouvernement canadien de 50 millions de dollars, qui constituait un fonds de dotation lorsque le Conseil a été fondé en 1957.

### 13. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Le cumul des autres éléments du résultat étendu se compose des gains ou pertes latentes sur les placements disponibles à la vente et des apports affectés provenant de non-proprétaires.

Les apports affectés de non-proprétaires sont compris dans le portefeuille du Conseil, et une quote-part pour chaque apport est calculé selon la juste valeur du portefeuille au moment où l'apport a été reçu. La quote-part pour chaque apport affecté des gains et pertes latents découlant de la réévaluation à la juste valeur du portefeuille du Conseil au 31 mars, au net du reclassement dans les résultats des gains et des pertes réalisés au cours de l'exercice, est constaté dans les autres éléments du résultat étendu comme apports de non-proprétaires.

### 14. Produits financiers nets

(en milliers de dollars)	2009	2008
Pertes réalisées à la cession d'actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente	(977) \$	(445) \$
Gains (pertes) de change réalisés à la cession d'actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente	16	(5)
Perte de change nette sur actifs financiers détenus à des fins de transaction	(5 471)	(498)
Produit d'intérêts et de dividendes d'actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente	10 847	24 393
Produit d'intérêts d'actifs financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction	40	67
Pertes (produits) attribuables aux apports de non-proprétaires	2 531	(1 677)
Frais de gestion du portefeuille	(1 588)	(1 844)
	5 398 \$	19 991 \$

Le Conseil investit dans des marchés financiers très diversifiés et les produits financiers peuvent fluctuer d'un exercice à l'autre. Lorsque les produits de placement dépassent les attentes au cours d'un exercice, le Conseil réinvestit les produits non prévus, afin de maintenir le pouvoir d'achat du fonds et d'en assurer la croissance continue. Cette démarche assure une certaine stabilité et une croissance à long terme; lorsque les résultats obtenus au cours d'un exercice sont moins favorables, les produits des exercices antérieurs, c'est-à-dire la réserve découlant de la capitalisation des produits financiers, qui est d'ailleurs une composante des capitaux propres du Conseil, peuvent alors être utilisés.

### 15. Produits nets de la Banque d'œuvres d'art et Commission canadienne pour l'UNESCO

(en milliers de dollars)	2009	2008
<b>Produits nets de la Banque d'œuvres d'art</b>		
Produits de location	2 142 \$	1 961 \$
Autres produits	178	222
Administration	(1 776)	(1 843)
Amortissement	(149)	(134)
Produits nets de la Banque d'œuvres d'art	395 \$	206 \$

### Commission Canadienne pour l'UNESCO

Programme – charges	1 284 \$	423 \$
Programme – apports reçus	(238)	(117)
Administration	1 475	1 308
	2 521 \$	1 614 \$

Les charges de programme représentent principalement les coûts associés aux activités de la Commission dans le cadre de réunions internationales portant sur l'éducation, la science et la culture. Ces frais sont compensés par les apports reçus de divers organismes en partenariat avec la Commission pour ces activités. Les charges d'administration représentent les coûts directs de la prestation des programmes de la Commission.

### 16. Variation des éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation

(en milliers de dollars)	2009	2008
Diminution des produits financiers à recevoir	- \$	1 125 \$
Diminution (augmentation) des créances	123	(127)
Diminution (augmentation) des instruments financiers dérivés - actif	124	(134)
Augmentation des frais payés d'avance	(75)	(304)
Diminution des subventions à payer	(4 189)	(5 816)
Augmentation des créditeurs et charges à payer	289	48
(Diminution) augmentation des instruments financiers dérivés - passif	(5 410)	5 506
Diminution des produits reportés	(165)	(89)
Diminution des crédits parlementaires reportés	(128)	(725)
Sorties nettes de fonds attribuables aux éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation	(9 431) \$	(516) \$

## 17. Obligations et engagements contractuels

- a) Les paiements de subventions se prolongeant pendant les exercices à venir sont sujets à l'obtention de fonds du Parlement. Les subventions de cette catégorie qui ont été approuvées avant le 31 mars 2009 sont payables comme suit :

(en milliers de dollars)		
2010	85 002	\$
2011	24 901	

- b) Le Conseil est signataire de contrats de location-exploitation à long terme pour des locaux. Voici le loyer annuel minimal net :

(en milliers de dollars)		
2010	4 383	\$
2011	4 403	
2012	4 403	
2013	4 403	
2014	3 440	
2015-2020	2 211	
<hr/>		
Total	23 243	\$

## 18. Opérations entre apparentés

Le Conseil est apparenté, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien. Le Conseil conclut des opérations avec des apparentés dans le cours normal de ses activités aux mêmes conditions que celles conclues avec toute personne et société non apparentée, et ces dernières sont évaluées à la valeur d'échange, qui correspond à la valeur de la contrepartie établie et consentie par les apparentés. Au cours de l'exercice, le Conseil a engagé des charges relatives aux subventions totalisant 130 000 \$ (2008 – 246 500 \$) et a inscrit des produits tirés de la location d'œuvres d'art, des apports et d'autres produits provenant des apparentés d'un montant de 2 132 000 \$ (2008 – 1 948 000 \$).

Au 31 mars, le Conseil avait inscrit, à son bilan, les montants suivants pour des opérations entre apparentés :

(en milliers de dollars)	2009	2008
Créances	684 \$	791 \$
Subventions à payer	110	197
Créditeurs et charges à payer	41	168
Produits reportés	850	879

## 20. Chiffres correspondants

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés pour se conformer à la présentation adoptée en 2009.

Tableau 1 – Charges de subventions par service  
Exercice se terminant 31 mars

(en milliers de dollars)	2009	2008
<b>Programmes des arts</b>		
Musique	29 633 \$	27 402 \$
Théâtre	26 852	24 041
Lettres et édition	23 750	21 864
Arts visuels	21 054	18 917
Danse	18 766	16 405
Arts médiatiques	14 244	13 273
Commission du droit de prêt public	9 954	9 159
Inter-arts	3 187	2 247
Promotion de la diffusion	1 997	2 034
Initiative de développement créatif de l'Alberta	1 907	1 867
Équité	1 683	1 875
Arts autochtones	894	1 309
Autres	1 699	1 511
Initiative de suppléments au fonctionnement	-	20 000
<b>Programme Killam</b>		
Bourses de recherche Killam	1 330	1 433
Prix Killam	500	500
<b>Autres prix et bourses</b>		
Commission internationale du théâtre francophone	125	96
Prix Victor-Martyn-Lynch-Staunton	105	105
Prix Molson	100	100
Bourse John-G.-Diefenbaker	75	75
Fonds Vida-Peene	51	79
Prix Walter-Carsen	50	50
Autres prix et bourses < 50 000 \$	230	290
	<b>158 186 \$</b>	<b>164 632 \$</b>



Tableau 2 – Charges d'administration  
Exercice se terminant le 31 mars

(en milliers de dollars)	2009				2008			
	Programmes	Administration générale		Total	Total			
Traitements	8 665	\$	5 230	\$	13 895	\$	12 552	\$
Avantages sociaux	2 308		1 486		3 794		3 508	
Locaux	33		3 386		3 419		3 268	
Services professionnels et spéciaux	371		1 376		1 747		1 493	
Déplacements du personnel	703		304		1 007		948	
Amortissement	-		899		899		866	
Impression, publication et reprographie	80		537		617		713	
Communications	155		299		454		495	
Gestion de l'information	-		370		370		262	
Frais et matériel de bureau	2		298		300		229	
Frais des réunions, y compris honoraires des membres	76		191		267		302	
Charges diverses	5		27		32		29	
	12 398	\$	14 403	\$	26 801	\$	24 665	\$